



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

# TOUT!

est à nous

**Dossier**

**Il y a 45 ans, Mai 68:  
Ce n'était qu'un  
début...**

**Pages 6 et 7**

n°194 - 9 mai 2013 - 1,20 €

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



à

# L'AYRAULTPORT de Notre-Dame-des-Landes

Faisons céder Vinci et le gouvernement,

# MAINTENANT !



PHOTOHÉQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT

*Ce samedi 11 mai, une chaîne humaine de 25 km encerclera la ZAD (zone à défendre). Cette démonstration de force unitaire et nationale sera décisive. Les travaux sont officiellement repoussés de six mois mais le gouvernement ne renonce pas à son projet inutile et destructeur défendu par le PS, l'UMP et le PCF (excepté quelques fédérations locales et des oppositions ici ou là).*

#### **Enterrons le projet!**

Les trois commissions (Agriculture, Expertise scientifique et celle dite « de dialogue ») mandatées par Ayrault ont rendu leurs rapports. Tout ce que cherche le gouvernement, c'est une trêve démobilisatrice, un faux-semblant de concertation pour justifier des choix politiques et économiques sous couvert d'arguments techniques. Pour autant, si le gouvernement suivait réellement les recommandations des commissions, il lui faudrait entièrement réviser le projet car les aménagements de transport de la ZAD sont à revoir. Quant aux « compensations environnementales », elles sont carrément invalidées.

SUITE PAGE 2

## Agenda

**11 mai, chaîne humaine contre l'Ayraulport de Notre-Dame-des-Landes.** Manifestation nationale à Notre-Dame-des-Landes contre le projet d'aéroport. Des départs collectifs sont organisés partout en France, pour plus d'infos : [www.chaine-humaine-stop-aeroport.org](http://www.chaine-humaine-stop-aeroport.org)

**13 mai, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot, Chambéry.** RV à 18h30 à l'espace Pierre-Cot, Quai des Allobroges.

**16 mai, réunion publique du NPA avec Christine Poupin, Le Havre.** RV à 18 heures, salle Cassin, 130 rue Anatole-France.

**16 mai, débat et rencontre-débat autour de Zanon sous contrôle ouvrier, Paris 17<sup>e</sup>.** Avec Raúl Godoy député ouvrier argentin. RV à 19h à la librairie Résistance, 4 villa Compoint, M<sup>o</sup> Guy-Môquet ou Brochant.

**21 mai, rassemblement Notre santé en danger, Paris.** De 16h30 à 18h30 : contre les déremboursements, les forfaits et franchises, les dépassements d'honoraires, rassemblement et pyramide de boîtes de médicaments devant le ministère de la Santé, 14 avenue Duquesne, Paris 7<sup>e</sup>.

**25 mai, manifestation de solidarité avec les Roms, Paris.** *Bidonvilles : le changement c'est urgent !* RV à 15h au départ de la place Saint-Michel et en direction de l'Hôtel Matignon.

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

Le gouvernement est cependant capable d'ignorer superbement ces recommandations : pour lui comme pour la droite et le patronat locaux, la démocratie est une simple affaire de communication. Il n'y a pas d'autre voie que le rapport de forces et la mobilisation unitaire pour gagner, faire plier Vinci et le gouvernement. Le 11 mai, la floraison de comités de soutien sur tout le territoire viendra renforcer l'initiative et fera de la chaîne humaine un moment fort de la lutte.

### Une lutte anticapitaliste

Ce projet est à la fois inutile socialement, dévoreur de fonds publics, dévastateur écologiquement et destructeur de terres agricoles. Son seul but est de satisfaire les appétits de la multinationale Vinci et de quelques potentats locaux. Il illustre à lui seul toute la capacité de destruction du capitalisme qui, au nom d'une vision productiviste dépassée de la croissance et du développement économique, n'offre pas d'autre choix que de construire toujours plus d'infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires. Notre-Dame-des-Landes est le symbole de tous les grands projets inutiles (Grand Paris, ligne TGV Lyon-Turin ou au Pays Basque, EPR...). L'équivalent d'un département français de surfaces agricoles disparaît tous les sept ans. Des fermes, des emplois, de la production de denrées alimentaires sont détruits par les projets aussi destructeurs qu'inutiles. C'est donc une remise en cause forte du modèle de société capitaliste qui est en jeu.

La mobilisation oppose un tout autre projet de société dont l'objectif est de répondre aux besoins sociaux et écologiques du plus grand nombre, et non aux appétits d'une minorité. L'alliance des paysans et des zadistes est au cœur de la lutte, au cœur de l'occupation, au cœur d'un espoir « *que nos vies, nos habitats, nos champs ne soient plus broyés par les logiques marchandes et par les visions stériles de l'aménagement du territoire.* »



PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT

Mais la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, c'est aussi un mouvement d'opposition radicale à la gauche libérale qui, à travers ce projet, démontre toujours plus sa soumission aux intérêts du patronat et des plus riches, en sacrifiant les populations au nom de l'austérité. C'est pourquoi, dans ce contexte, une victoire à Notre-Dame-des-Landes constituerait un point d'appui pour toutes les luttes. Il est donc essentiel d'assurer une mobilisation maximale pour ce samedi 11 mai. Un regroupement autour du NPA sera organisé sur place pour y faire entendre notre voix anticapitaliste.

### Une lutte phare pour tout le mouvement social

Autour de Notre-Dame-des-Landes se construit un mouvement d'opposition radicale et concrète à la politique du gouvernement Hollande-Ayrault

qui, sur le terrain écologique et social, n'a rien à envier à celle de ses prédécesseurs, malgré la présence de ministres EÉLV. La résistance à la répression a déjà fait reculer le gouvernement. Les formes de lutte rappellent à bien des égards celle des paysans du Larzac. On y voit les mêmes solidarités se développer et l'évidence que nos intérêts sont communs, qu'on soit ouvrierE, paysanNE, infirmierE, postierE, artisanE, routierE... Pas de compte en Suisse, pas d'argent dans les paradis fiscaux !

Une première victoire à Notre-Dame-des-Landes serait un bel encouragement pour l'ensemble du mouvement social, pour toutEs celles et ceux qui pensent que nos vies valent plus que leurs profits. **CorrespondantEs commission nationale écologie**

Plus d'informations : [www.chaine-humaine-stop-aeroport.org](http://www.chaine-humaine-stop-aeroport.org)

## regards

Propos recueillis le 28 avril par le média *Cameroonvoice*

# Aminata Traoré : « Ce qui se passe au Mali est l'illustration d'une nouvelle étape de la politique de mainmise sur les ressources du continent »

**Entretien.** Ancienne ministre de la Culture malienne et militante altermondialiste, Aminata Traoré a pris clairement position contre l'intervention de la France au Mali. Nous reproduisons ici des extraits d'une interview donnée au média Cameroonvoice.



cette réalité qu'il nous faut regarder maintenant de près.

**Quelles leçons devons-nous tirer de la situation au Mali et de ce qui vous arrive à vous ?**

Je souhaite que les Maliens et les Africains s'ouvrent grandement les yeux et les oreilles et se disent qu'en réalité, il n'y a pas un cas malien. Ce qui se passe aujourd'hui au Mali est l'illustration d'une nouvelle étape de la politique de mainmise sur les ressources du continent, notamment les ressources énergétiques, sans lesquelles la sortie de crise, la croissance et la compétitivité ne sont pas envisageables par l'Occident. Avec tout ce qui se passe, je considère que le Mali est humilié, il n'y a donc aucune raison d'en rajouter en gardant le silence et c'est ce que tout le monde fait, et les occidentaux le savent pertinemment.

Raison pour laquelle je me réjouis aujourd'hui de ce soutien international, parce qu'il y a énormément de gens qui ne comprennent pas, quelle que soit la différence de lecture, qu'un tel traitement me soit réservé. C'est donc une nouvelle phase de la décolonisation de l'Afrique. Il nous appartient maintenant à nous-mêmes de voir où sont les véritables défis.

## À lire...

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur : [www.cameroonvoice.com](http://www.cameroonvoice.com)

et un article d'Aminata Traoré « *le naufrage et l'offense : le Mali est à rendre aux Maliens* » sur [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

**Les autorités françaises ont refusé de vous accorder un visa d'entrée en France pour participer à une réunion publique le 22 avril dernier. Pouvez-vous nous confirmer cette information ?**

En fait, j'ai été invitée par Die Linke, un parti de gauche allemand, et des militants français. Je devais faire un tour à Berlin et par la suite donner une conférence à Paris et Lille. J'avais un visa de circulation de quatre ans de l'espace Schengen qui a expiré au mois de février.

Quand je me suis rendue à l'ambassade d'Allemagne pour solliciter un droit d'entrée dans l'espace Schengen, ils m'ont accordé un visa de trois jours uniquement pour leur pays en me notifiant que la France a donné des instructions pour qu'aucun pays de l'espace Schengen ne m'accorde de visa.

**Il y avait donc une interdiction de circulation dans l'espace Schengen vous concernant, dont vous ignorez totalement l'existence ?**

J'ai été autorisée à aller en Allemagne et à revenir au Mali directement sans fouler le sol de l'espace Schengen mis à part l'Allemagne. Je ne sais pas si c'était une exception allemande, ou si les autres pays de l'espace Schengen pourront m'accorder la même « faveur ». Ma liberté de circuler est maintenant restreinte. Je ne sais pas ce que l'on me reproche. Dans mon cas, j'ai eu la chance d'avoir cette ouverture de la part de l'Allemagne. Mon compatriote Umar Mariko (secrétaire général du Sadi, Ndlr), lui n'a pas pu voyager du tout...

**Vos prises de position contre l'intervention militaire des forces étrangères au Mali, et notamment celle de la France, ne seraient pas la cause de cette interdiction ?**

Certainement. Sinon je ne comprends pas pourquoi la France et surtout les membres de ce gouvernement de gauche, qui m'ont reçu et qui me connaissent parfaitement, le feraient. En principe, nous partageons les mêmes idées.

Sauf que la France considère son intervention au Mali comme une réussite politique et militaire, qui de leur point de vue exige qu'il n'y ait pas de critiques, puisque l'unanimité leur réussit si bien ! Toutes les résolutions concernant cette guerre ont été adoptées à l'unanimité au Conseil de sécurité des Nations unies, et ils viennent aussi de voter à l'unanimité à l'Assemblée nationale et au Sénat français la prolongation de l'opération Serval au Mali.

**Le pouvoir politique a changé de main en France voilà bientôt un an et on peut constater que la politique africaine de la France, demeure toujours la même.**

Elle demeure inchangée et il ne nous le cache pas. Le Général De Gaulle l'a dit : « *la France n'a pas d'amis mais des intérêts.* » Peut-être que c'est nous qui nous faisons des illusions, François Hollande l'a d'ailleurs répété récemment quand François Bozizé l'appela à l'aide. Il lui a fait savoir que la France défendait ses intérêts et ses ressortissants.



# AUSTÉRITÉ **Un tournant ?**

La commission européenne a accordé le 3 mai un délai de deux ans à la France (et à d'autres pays) pour ramener son déficit budgétaire à 3%, conformément à la « règle d'or » des traités européens. Cela deux semaines après le lancement d'une polémique, au sein même du parti socialiste, sur l'austérité en Europe.

Ce fut alors un vrai « petit débat à la con ». Suite à la diffusion d'un brouillon de rapport interne à la direction du PS déplorant « l'égoïsme » du gouvernement allemand, Bartolone réclama une « confrontation » avec Merkel, Valls cria à l'irresponsabilité, la droite condamna la démagogie socialiste, Hollande synthétisa : la France est en « tension amicale » avec l'Allemagne. Bref, un « débat » bien fait pour masquer les vrais problèmes et alimenter les préjugés nationalistes. C'est dans ce contexte que Moscovici s'est réjoui de la décision de la Commission européenne. « Entre la réduction des déficits et le soutien à la croissance, c'est [le dernier point] qui l'emporte et c'est fondamental. (...) Ce sont les thèses françaises qui ont été entendues. » Il y aurait donc un virage, de l'austérité (allemande ?) vers la « relance » (française ?)

## La crise s'aggrave

La décision de la commission n'a pourtant rien d'extraordinaire. D'abord, il s'agit d'un simple délai. Pas une remise en cause de fond des politiques d'austérité. La commission ne fait que constater l'impossibilité d'appliquer la « règle d'or ». Partout la crise du capitalisme, conjuguée aux plans d'austérité, se traduit par la récession, qui fait plonger les recettes fiscales et donc... enfler les déficits. Bruxelles prévoit une récession de 0,4% pour la zone euro cette année, un tout petit + 1,2% pour 2014. En France une récession prévue de 0,1% du PIB en 2013 devrait donc s'accompagner d'un déficit budgétaire de l'État de 3,9% du PIB en 2013, et de 4,2% en 2014. La commission a demandé au gouvernement français d'accélérer les réformes du marché du travail, des retraites, des services publics, et les dirigeants socialistes se sont empressés de dire qu'ils feraient ces réformes !

## La faute à l'Allemagne ?

Le débat sur l'austérité va donc (heureusement) continuer à faire rage. Mais faut-il insister sur une « responsabilité allemande » ? En Europe, il y a des situations économiques différentes d'un pays à l'autre, et des rapports de force. L'Allemagne est l'État qui aujourd'hui le plus intérêt à imposer l'austérité la plus systématique. Il est aussi incontestable que l'on



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

voit, depuis le début de la crise, se durcir des relations qui fleurissent le néo-colonialisme au sein de l'Union européenne. Les plus grandes puissances européennes ont imposé des réformes semblables aux plans d'ajustement structurel du FMI dans les pays qu'on disait du « tiers-monde », à la Grèce, à Chypre, ou au Portugal, avec la même arrogance antidémocratique. Mais si la France est censée être un « pays du milieu », par la situation économique, entre ceux du nord et ceux du sud du continent, ses gouvernements, sous Sarkozy puis sous Hollande, ont été pleinement coresponsables de ces politiques, en accord avec l'Allemagne sur l'essentiel, pour le plus grand profit de ses riches, de ses grandes entreprises et de ses banques. C'est qu'au-delà de la situation de tel ou tel pays, il y a une sorte de programme commun de tous les capitalistes du continent européen, du nord au sud : leur argent est placé partout, en titres financiers divers, via un système financier globalisé, et ils tiennent tous à maintenir la valeur de leurs fortunes, leurs titres de dettes

publiques, leurs actions, leurs créances. Pour cela, les États doivent payer leurs dettes rubis sur ongles, ne doivent pas laisser filer l'inflation, et doivent « sécuriser » les institutions financières et les fortunes. À l'inverse, tous les travailleurs européens, les Allemands comme les Français et ceux du sud, doivent être plongés dans l'insécurité sociale généralisée, par ces fameuses « réformes » qui doivent servir de levier pour exploiter toujours plus les salariés. Les socialistes européens, même ceux de la gauche du PS français, n'ont pas d'autre horizon. Leurs gesticulations (inspirées de Mélenchon ?) contre « l'hégémonie » allemande sont dérisoires et contribuent à diviser les classes populaires du continent. Et comme par hasard, plus ils sont virulents dans le chauvinisme, moins ils sont radicaux sur le plan économique, face aux profits et comportements des banques et des grandes entreprises françaises... et aux responsabilités de leur propre gouvernement.

Yann Cézard



Par **Côme Pierron**

## UN AN POUR HOLLANDE ZÉRO POUR LES SALARIÉS !

Le quinquennat de François Hollande aura au moins été marqué par une réussite : battre le record de l'impopularité au bout d'une année de présidence. Élu avec 51,6%, on ne compte plus, un an après, qu'un quart des électeurs pour lui faire confiance. De nombreux électeurs de gauche qui avaient saisi le bulletin Hollande pour chasser Sarkozy, sans illusion sur la politique qui serait menée, ont pu vérifier que le changement n'était pas pour maintenant. Comment s'en étonner alors que la ligne de conduite du Président et de son gouvernement consiste depuis le 6 mai 2012 à mettre en œuvre l'agenda néolibéral ? La normalité dont il souhaite faire la marque de son mandat n'est, somme toute, que la pratique du renoncement des dirigeants de gauche qui, accédant aux responsabilités dans le cadre de l'alternance, revêtent les habits de leurs prédécesseurs, contribuant à discréditer ainsi la politique aux yeux de millions de salariéEs. La fermeture sur le mariage pour tous, comme les gesticulations d'un Montebourg, ne sauraient camoufler cette réalité. De promesses non tenues (renégociation du TSCG, imposition à 75%, loi de « dissuasion » des licenciements, fermeture de Fessenheim, amnistie sociale, droit de vote des étrangers...) en décisions favorables au Medef (ANI, crédit d'impôt de 20 milliards, nouvelle offensive contre les retraites...), cette première année n'est que le prélude à de nouvelles attaques contre la classe ouvrière. En témoigne l'annonce par Ayrault, le soir même de la manifestation dimanche 5 mai, d'une réduction des participations de l'État dans le capital de plusieurs entreprises publiques. La voie des privatisations s'agrandit. Le mépris vis-à-vis des classes populaires aussi. Non seulement cette politique prépare le retour de la droite, si discrète sur les mesures économiques du gouvernement, mais elle nourrit la montée du Front national qui se repaît de la colère accumulée contre les licenciements et la baisse du pouvoir d'achat. D'où l'urgence de favoriser et faire converger les mobilisations, de mettre en débat la perspective d'un gouvernement des travailleurs afin de construire une alternative politique contre l'austérité de gauche, contre la droite et l'extrême droite.

## GOUVERNEMENT ET ENTREPRISES

# L'hymne à l'amour

La première année du quinquennat Hollande a été marquée par ses reniements incessants et ses « preuves d'amour » en faveur du Medef. Mais ce n'était pas suffisant, Hollande a donc déclaré sa flamme.

Un an après l'élection de Hollande, loi après loi, force est de constater que le gouvernement Hollande-Ayrault a été fidèle et attentionné... aux desiderata du patronat. Les 20 milliards de cadeaux fiscaux ou la loi dite de « sécurisation de l'emploi » en sont des illustrations édifiantes. Mais cela ne semble pas suffire et le 30 avril dernier lors des « assises de l'entrepreneuriat », Hollande a continué à engraisser les « pigeons »

en distribuant de nouveaux cadeaux fiscaux, et vanté les louanges de l'entrepreneuriat dès le plus jeune âge. Les patrons qui vendent leur entreprise ou les actionnaires qui cèdent leurs actions seront désormais taxés sous le barème de l'impôt sur le revenu, mais ils bénéficieront d'un abattement suivant la durée de la détention de leur part. Pour une détention inférieure à deux ans, aucun abattement ne s'appliquera, le prélèvement sera de 44%. Pour

une détention comprise entre deux et huit ans, un abattement de 50% sera appliqué et pour une détention à plus de huit ans, l'abattement sera de 65%. Une progressivité pour « inciter les investisseurs à garder leurs actions plus longtemps »... Et cerise sur le gâteau, un régime incitatif s'appliquera aux actionnaires de PME de moins de dix ans, aux personnes partant en retraite, aux « jeunes entreprises innovantes » et aux cessions intrafamiliales. Avec une

déduction d'impôt de 50% entre un an et quatre ans, de 65% entre quatre ans et huit ans, et de 85% pour une détention supérieure à huit ans... Et pour les patrons partant en retraite, une ristourne fiscale supplémentaire de 500 000 euros sera appliquée. Ce « choc de simplification » fiscal, appliqué aux entrepreneurs qui n'ont pas les moyens de délocaliser leurs profits dans les paradis fiscaux, coûtera entre 200 et 300 millions d'euros qui s'ajouteront aux 750 millions déjà obtenus par les « pigeons » indignés l'automne dernier. Le manque à gagner de l'État sera compensé par les augmentations de TVA ou d'impôts sur le gas-oil que paieront les salariés, les retraités, les chômeurs.

## La mesurette

Pour tenter de nous faire avaler cette nouvelle pilule, Hollande propose dans le même temps une loi dite « Florange » pour obliger les patrons des entreprises qui souhaitent fermer un site de le céder à un repreneur, une loi que le

candidat Hollande avait promise mais mise aux oubliettes depuis un an. En regardant de plus près ce projet, il s'agit d'obliger les employeurs d'entreprises de plus de 1 000 salariéEs qui veulent fermer un site de plus de 50 salariéEs à rechercher un repreneur. Et si malgré les amis de l'employeur qui siègent au tribunal de commerce, il n'a pas pu démontrer son effort à rechercher un repreneur, il pourra être condamné à une amende dont le montant minimum n'a même pas été fixé. Autant dire que Varin, Mittal et tous leurs amis du Medef pourront continuer tranquillement leur sale besogne. Si toutefois il arrive à terme, ce projet de loi bien minimaliste est loin de représenter le moindre petit pas vers la revendication qu'exigent la saine sociale et les luttes de ces derniers mois : l'interdiction des licenciements, de tous les licenciements. Hollande reste bel et bien le président du patronat.

Sandra Demarcq



«UNION NATIONALE»

## La duperie



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ROMAIN HINGANT

La crise sociale et politique suscite de nouvelles vocations de rassembleur de la nation. Bayrou, dans son rôle préféré, décrète «la patrie en danger» alors que Marine Le Pen se voit déjà en «chef» de la nation rassemblée... Ils espèrent trouver ainsi les faveurs de l'électorat populaire qui voit dans les jeux politiques traditionnels une impasse et dans l'alternance droite gauche une tromperie.

**S**elon un sondage Ifop pour le *Journal du dimanche*, 78% des Français rêveraient d'un gouvernement d'union nationale ou technique, seul capable, paraît-il, de trouver des solutions à la crise en dépassant les a priori idéologiques. Du moins, c'est ce que prétendent les commentateurs... Et il ne manque pas de vocations politiciennes pour flatter cette illusion.

### Offre de service aux classes dirigeantes...

Au sein même de l'UMP, Apparu, un proche de Juppé, envisage un gouvernement UMP-PS, Bayrou ou Borloo sont en gros sur le même thème, et Marine Le Pen semble maintenant habitée par son nouveau personnage avec plus de conviction que Bayrou. «Il est certain que quand la gravité de la situation est telle que celle-là, si j'étais amenée (...) à être portée au pouvoir par les Français, je ferais probablement un gouvernement d'union nationale», déclarait-elle sur Canal+. Elle ajoutait : «Est-ce qu'on continue dans la direction de l'austérité? Dans ce cas-là, je comprends la proposition de M. Apparu. Effectivement ils peuvent faire un gouvernement UMP-PS puisqu'en réalité il n'y a aucune différence entre leurs politiques, ça fait des années que cette politique est mise en œuvre». Marine Le Pen veut, elle, jouer du discrédit du PS et de l'UMP pour vanter l'union nationale... derrière elle et le FN! Quel que soit le scénario dans lequel ces politiciens se mettent eux-mêmes en spectacle, loin de résoudre la crise ou d'apporter des réponses aux besoins de la population, un tel gouvernement n'aurait d'autre fonction que d'imposer à la population, de façon plus ou moins brutale, la continuité et l'aggravation d'une politique qui ne sert que l'oligarchie financière. C'est ce qui a eu lieu en Grèce, en Italie ou en Allemagne quelques années plus tôt, et cela n'a en rien apporté une solution du point de vue des classes populaires. En effet, il ne peut y en avoir sans l'intervention directe de ces dernières pour mettre les puissances de l'argent hors d'état de nuire.

**Yvan Lemaitre**

APRÈS LE 1<sup>ER</sup> MAI

## Où va le mouvement syndical ?

Les résultats des manifestations en France, sans doute plombés par les vacances scolaires, sont malgré tout l'expression des rapports du monde du travail aux organisations syndicales : 160 000 manifestantEs selon la CGT, Solidaires et la FSU qui appelaient ensemble et 300 personnes pour le rassemblement national CFDT-CFTC-UNSA à Reims. FO organisant dans son isolement habituel un rassemblement au Mur des Fédérés.

### Divisions et stratégie des directions syndicales

«Les salariés ne comprendraient pas que nous défilions bras dessus, bras dessous», car la CGT «tire à boulets rouges sur l'accord du 11 janvier sur la "sécurisation" de l'emploi», déclarait Laurent Berger, nouveau secrétaire général de la CFDT. La signature avec le Medef dégrade un peu plus le rapport de forces entre le monde du travail et le patronat mais cet ANI est l'aboutissement de la politique de «dialogue social» dans laquelle toutes les directions syndicales étaient engagées depuis 10 ans. Si la CGT a tapé dur contre la CFDT, c'était avant tout pour faire oublier qu'elle n'a rien fait pour tenter de construire une véritable opposition, à l'ANI d'abord, à la loi ensuite. Ces oppositions verbales n'ont pas aidé au rapprochement avec les structures

syndicales de la CFDT qui s'opposaient à l'ANI (à Sanofi par exemple), ni à surmonter des tensions locales qui ont été des freins pour lutter contre des menaces de fermeture (à ArcelorMittal).

Pour s'opposer à l'ANI, il n'y a plus d'échéances, hormis un rassemblement de pure forme le 14 mai, jour du vote définitif de la loi. Sur la loi d'amnistie, on ne peut pas dire que les directions syndicales avaient beaucoup fait pour la défendre. Pourtant, une véritable loi d'amnistie qui libérerait celles et ceux qui tentent de résister aux violences patronales serait bien un minimum. Cette politique des directions syndicales a été un des éléments qui a renforcé la démoralisation et le sentiment d'impuissance du monde du travail, de doute sur ses capacités à résister aux attaques.

### Quelles perspectives ?

La CFDT a appelé à «travailler ensemble pour lutter contre le chômage et préparer la future conférence sociale» (20 et 21 juin) et la CGT a affirmé que «l'unité syndicale est déterminante». D'après le journal *les Échos* du 2 mai, «Le Paon et Berger ont prévu de se voir prochainement et leurs confédérations travaillent déjà en très bonne entente dans les négociations en cours sur la qualité de vie au travail.» Une autre manière de remettre cent balles dans la machine à perdre.

Une unité nécessaire mais pour quoi faire? Alors que la loi dite de sécurisation commence à s'appliquer, il y aurait urgence à ce que les organisations syndicales envisagent les mobilisations pour la combattre. Comment s'opposer aux nouvelles privatisations annoncées par Ayrault, et défendre la perspective de réquisition des entreprises qui veulent fermer et licencier?

«Il faut sans attendre activer les leviers indispensables à la croissance en relançant les investissements des entreprises et des collectivités publiques et la consommation des ménages par l'amélioration du pouvoir d'achat des salaires et pensions et l'emploi...» déclare la CGT après le 1<sup>er</sup> Mai. Comment? «En France, en Europe et dans le monde, il est

urgent de faire entendre encore plus fort la voix des salariés, nous unir, nous rassembler pour "changer de cap contre les politiques d'austérité", comme l'a décidé la Confédération européenne des syndicats en appelant à une semaine d'action dans tous les pays du 7 au 14 juin 2013». Pour construire une mobilisation européenne, il y a besoin de clarifications. D'abord, discuter dans les structures syndicales comment on s'y prend pour atteindre ces objectifs? Il ne s'agit pas là d'un «changement de cap», mais d'une rupture radicale avec toutes les règles de l'économie de marché. Pour embaucher dans les services publics, il faudra commencer par refuser l'austérité budgétaire en annulant la dette. Pour interdire les licenciements il faudra contester le droit de propriété qui fonde le pouvoir des patrons et des actionnaires à fermer leur entreprise, délocaliser, décider de ce qui y est produit. Pour augmenter les salaires et les retraites, il faudra que l'ensemble des patrons aient tellement peur de tout perdre qu'ils soient obligés de prendre sur leurs profits. En d'autres termes refonder un syndicalisme lutte de classe en rupture avec le «syndicalisme dialogue social», sans préjuger de celles et ceux qui seront dans ces nouveaux combats.

**Cathy Billard**

## 5 MAI Frapper ensemble, marcher séparément

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblés ce dimanche 5 mai à l'appel du Front de gauche et d'autres organisations, dont le NPA qui manifestait sur ses propres mots d'ordres. C'est un succès.

**D**ans une situation marquée par le sale boulot gouvernemental, la brutalité des attaques patronales, des reculs du mouvement social, et l'offensive de la droite et de l'extrême droite contre le mariage pour tous, il fallait reprendre la rue. Après la manifestation du 30 septembre contre le traité européen, c'est une grande manifestation d'opposition de gauche à la politique gouvernementale. Au-delà des positions de la direction du Front de gauche, des dizaines de milliers de personnes ont exprimé leur rejet des politiques gouvernementales d'austérité.

### Un premier pas

Il faut maintenant s'appuyer sur cette manifestation, la remobilisation militante qu'elle a montrée, pour construire la résistance sociale aux plans de licenciements, pour défendre l'emploi, augmenter les salaires, relancer les services publics. Elle doit se prolonger dans la manifestation nationale du 11 mai contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ou dans la mobilisation pour l'égalité des droits, en particulier la défense des droits des homosexuelLes.

Il faut frapper ensemble pour changer les rapports de forces entre le mouvement social et le gouvernement, la droite et le Front national. Dans la course de vitesse engagée entre l'extrême droite et le peuple de gauche, il est décisif d'arracher des victoires partielles, d'enclencher une dynamique de mobilisation, de construire une opposition de gauche au gouvernement qui bloque les plans d'austérité et impose la satisfaction des besoins sociaux de la population. L'unité d'action, avec le Front de gauche comme avec Lutte ouvrière, est décisive pour faire basculer le rapport de forces en faveur des classes populaires. Mais il faut aussi construire une alternative anticapitaliste face à la profondeur de la crise du système, une politique de rupture avec les exigences de l'Union européenne, l'annulation de la dette illégitime, la socialisation publique du service bancaire et des secteurs clés de l'économie.

Et dans ce domaine, il y a des différences avec les dirigeants du Front de gauche : on ne peut combattre la politique du gouvernement Hollande



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

et exiger de devenir Premier ministre du même Hollande, comme le fait Mélenchon. Les différences entre le social libéralisme et une gauche qui défend les intérêts des classes populaires ne sont pas, comme l'expliquent les responsables du FdG une question de curseur mal placé au sein d'une même majorité PS, Verts et Front de gauche.

Contre un gouvernement social libéral, il faut un gouvernement anti austérité qui s'appuie sur le mouvement social et amorce une rupture avec le système capitaliste. Cela suppose de marcher séparément pour déployer une politique anticapitaliste indépendante.

**François Sabado**



## ARGENTINE « Zanon est une tranchée dans et pour la lutte de classes »

**Entretien.** Raúl Godoy est un des dirigeants de la lutte de Zanon, une usine de carrelage de plus de 400 travailleurs en Argentine, connue aussi comme Fasinpat, acronyme de « Fabrique sans patron ». Depuis 2001, à la suite de l'occupation et de la relance de la production, l'usine est sous gestion ouvrière. Raúl est également membre de la direction nationale du PTS (Parti des travailleurs socialistes) et actuellement député ouvrier au parlement provincial de Neuquén pour le FIT (Frente de Izquierda y de los Trabajadores).

Propos recueillis par Daniela Cobet



**Comment l'histoire de Zanon a-t-elle commencé?**  
Notre première bataille a consisté à récupérer le syndicat qui était dirigé par des jaunes. Après avoir remporté les élections, il a fallu convaincre l'ensemble des camarades qu'on devait avoir un programme, un objectif. Désormais, tout devait être discuté en AG, et on défendrait non seulement les cérámistes en CDI mais également les précaires, et les délégués seraient révocables. Le premier grand défi est venu avec le PSE de 2001. Les possibilités étaient d'accepter les indemnités de départ, ou alors de lutter pour le maintien de l'emploi. L'AG a fini par exiger l'ouverture des livres de comptes de l'entreprise pour démontrer que de l'argent, il y en avait. Une grève de 34 jours a été victorieuse. Les travailleurs se sont convaincus qu'ils étaient capables d'empêcher les licenciements et la fermeture annoncée.

### Quelle est la particularité de Zanon?

On a toujours refusé de devenir une SCOP renfermée sur elle-même. D'abord nous avons été à l'initiative d'un mouvement national des entreprises «récupérées», au sein duquel nous défendions la nationalisation sous contrôle ouvrier. Notre slogan était «Zanon appartient au peuple» pour souligner que l'usine n'était pas notre propriété, mais qu'on voulait la mettre au service de la population, notamment à travers la construction de logements publics. Nous nous sommes liés aux mouvements de chômeurs qui nous ont défendus, notamment lors des tentatives d'expulsion. Lorsque la production a augmenté, c'est à eux qu'on a proposé les premiers emplois créés. On s'est aussi mis d'accord avec la communauté Mapuche pour l'extraction de l'argile, et avec la fac du coin qui a aidé à planifier la production. Nous avons impulsé la Coordination de l'Alto Valle, regroupant les secteurs en lutte de la région, puis un journal, *Nuestra Lucha*, avec des équipes syndicales combattives de tout le pays. Loin de vouloir «nous sauver tout seuls» ou construire un «îlot de socialisme», Zanon est une tranchée dans et pour la lutte de classes. Pendant très longtemps nous avons dû fonctionner en totale illégalité. Ça a été une grande discussion car on nous bourre le crâne pour qu'on accepte les lois des exploités, pour qu'on ne remette pas en question la propriété privée... C'est par la discussion et dans la lutte que les copains ont compris que l'essentiel c'est le rapport de forces entre les classes. De ce point de vue, le rôle des militants révolutionnaires a été déterminant pour apporter un programme et une stratégie, sans lesquels Zanon n'aurait jamais été ce qu'elle est.

### Comment envisages-tu ton séjour en Europe?

Nous avons toujours défendu l'internationalisme ouvrier, et l'avons même inscrit dans les statuts du syndicat. Il nous a semblé que le moment actuel, avec la crise qui traverse l'Europe, était particulièrement propice pour des échanges avec des militantEs ouvrierEs. En Grèce, je vais rencontrer les travailleurEs de Vio.Me et en France, au moins ceux de PSA et de Goodyear. Cela me fait plaisir. Si notre lutte peut en inspirer d'autres, notre pari aura été réussi.

## BANGLADESH Mourir pour le prêt-à-porter

*La recherche des corps se poursuivant, le bilan de l'effondrement, le 24 avril, de l'immeuble abritant des ateliers de confection, ne cesse de s'alourdir. Aux dires de l'armée, il atteignait le 3 mai les 511 morts – et il ne s'agit toujours que d'un bilan provisoire. À cela s'ajoute un millier de personnes blessées, estropiées.*

**C'**est bien l'une des catastrophes industrielles les plus graves de l'histoire, d'autant plus révoltante que l'alerte avait été lancée (une agence bancaire a d'ailleurs fait évacuer ses employéEs par mesure de précaution) et que les patrons du textile ont néanmoins exigé la poursuite de la production. La colère populaire a éclaté à la suite de ce désastre annoncé. Pendant une semaine, la plupart des quelque 4500 usines de Savar, un faubourg de Dacca, sont restées fermées, paralysées par la grève. Le Premier Mai, jour férié au Bangladesh, des dizaines de milliers de manifestantEs et manifestants ont réclamé, dans la capitale, la tête des responsables : «Pendez les tueurs, pendez les propriétaires d'ateliers». Des usines ont été attaquées, alors que des défilés avaient lieu dans de nombreuses autres villes. En réponse, les patrons ont dénoncé ces travailleurEs qui mettaient en péril l'économie du pays... Le textile emploie 3,5 millions de personnes au Bangladesh (qui compte 160 millions d'habitants). Ce pays est aujourd'hui le deuxième exportateur mondial dans ce secteur. Les salaires sont jugés «attractifs» par les entreprises internationales de prêt-à-porter : souvent quelque 30 euros mensuels. Le marché du travail s'est renchéri en Chine où se fait sentir une pénurie de main d'œuvre. Les donneurs d'ordre (y compris chinois), se tournent ainsi vers le Bangladesh, mais aussi l'Inde, le Vietnam...

### Les firmes occidentales coupables

Les ateliers du Rana Plaza – l'immeuble industriel de 8 étages qui s'est effondré – travaillaient pour des entreprises étatsuniennes, comme Walmart, ou canadiennes comme Loblaw. Mais les Européens étaient très bien représentés avec les Britanniques Primark et Bon Marché, l'Italien Benetton, le Néerlandais C&A, les Espagnols Mango et El Corte Inglés. En France, Carrefour nie toute implication, mais des logos «Tex» (la marque Carrefour) auraient été retrouvés dans les décombres – en tout état de cause, cette enseigne est belle et bien active au Bangladesh où les catastrophes industrielles sont récurrentes. Les vêtements sont souvent dessinés en Europe, fabriqués en Asie, puis reviennent en Europe pour être vendus. Le prix de ce circuit, ce n'est pas seulement des salaires pires que de misère pour les ouvrières bangladaises, mais une vie d'insécurité constante : insécurité sociale, insécurité en matière de santé (produits toxiques) et insécurité physique : normes de construction n'étant pas respectées, absence de mesures anti-incendie effectives...

Face à de telles catastrophes, la responsabilité des firmes occidentales qui bénéficient de ce système de surexploitation doit être dénoncée. Le mouvement ouvrier doit d'urgence renforcer sa capacité à assurer ses devoirs de solidarité internationale, à mener des campagnes coordonnées sur ces questions. Pour sa part, l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) collecte des fonds pour aider les blesséEs (soins médicaux...) et les familles des victimes<sup>1</sup>.

**Pierre Rousset**

1. Chèques à l'ordre de ESSF, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Voir : [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

## LIBYE Sous haute tension

*Des luttes d'influence politique intenses se déroulent actuellement en Libye. Depuis le 28 avril, des milices armées assiègent le ministère de la Justice et celui des Affaires étrangères à Tripoli.*



Manifestants contre la présence d'anciens collaborateurs de Kadhafi aux institutions actuelles. Tripoli le 5 mai 2013.

**L**es autorités officielles, issues des élections législatives du 7 juillet 2012, n'arrivent pas à faire face et ont été contraintes d'en appeler à la mobilisation de la population «pour défendre les institutions légitimes». Vendredi 3 mai, des heurts ont ainsi éclaté, à Tripoli et Benghazi, entre des manifestants clamant entre autres que «l'ère des milices est finie». L'armée a pris position le même jour aux entrées de la ville de la capitale et dans certains points stratégiques.

Le principal point de discord concerne une loi d'exclusion des anciens partisans du dictateur Kadhafi (au pouvoir de 1969 à 2011) travaillant dans les institutions actuelles. Un certain nombre de cadres de l'ancien régime ont été recyclés dans les rangs des nouvelles autorités. Ainsi Mahmoud Jibril qui, après des études d'économie aux USA, avait dirigé de 2007 à 2010 le Bureau du développement économique national sous l'ancien régime. Cet économiste libéral a ensuite été chef du gouvernement de transition en 2011. Il est actuellement le leader du parti politique ayant le plus fort groupe au parlement, l'Alliance des forces nationales. Ce parti d'inspiration nationaliste, démocrate et libérale a gagné les élections législatives en juillet 2012.

### Milices et classe ouvrière

En face, le pouvoir des milices, qui sont souvent d'inspiration islamiste ou djihadiste, pose aussi problème. Ces groupes avaient joué un rôle important dans la rébellion contre Kadhafi, alors que le poids du mouvement ouvrier était pour le moins nettement plus faible qu'en Tunisie ou en Égypte. Une bonne partie du prolétariat était

formée par des immigrés asiatiques ou africains à qui, par exemple, l'entrée dans les pseudo-syndicats officiels était interdite. La classe ouvrière était donc profondément divisée, et par ailleurs, il existait depuis les années 1990 une tradition de lutte (y compris armée) d'inspiration islamiste, surtout dans l'Est du territoire. De nombreux groupes ont bel et bien gardé leurs armes. Le gouvernement central a tenté de les domestiquer en les intégrant dans l'armée. Or, ils

ont très souvent gardé leur propre structure de commandement et ne prêtent souvent allégeance qu'à leur «émir» (commandant). Il existe une société civile. Elle s'exprime par exemple par le foisonnement de blogs faisant preuve d'une liberté d'expression réelle jusque-là inconnue en Libye, et une liberté de la presse, certes assez relative. Reporters sans frontières a établi un classement des presque 200 pays de la planète, selon leur «degré de liberté de la presse» :

quasiment tous les pays arabophones figurent en queue de peloton, mais la Libye, à la 131<sup>e</sup> place, occupe une position meilleure que par exemple la Tunisie (136<sup>e</sup>) – alors qu'il existe une presse tunisienne critiquant ouvertement le gouvernement – ou l'Égypte (158<sup>e</sup>).

### Chien de garde de l'Europe

Le point le plus négatif du tableau, et de loin, reste le traitement des migrants. À la mi-avril, le ministère des Affaires étrangères du Niger a formellement déconseillé à ses ressortissants de se rendre en Libye, après que huit d'entre eux avaient trouvé la mort les jours précédents dans des centres de rétention libyens. À cette occasion, on a appris que 3000 Nigériens végètent dans ces camps, souvent situés dans le désert.

Or, fin avril, l'Office international pour les migrations (OIM) organisait à Tripoli une formation pour 26 responsables de l'immigration du ministère libyen de l'Intérieur. Financée par l'Union européenne, cette formation consistait à étudier «la stabilisation des communautés à risque (sic) et l'amélioration de la gestion des migrations». Autrement dit, le gendarme nord-africain doit empêcher les «indésirables» d'atteindre la forteresse Europe. Une très moche continuité depuis l'ancien régime.

**Bertold du Ryon**



# Il y a 45 ans Ce n'était qu'un début



## Brève chronologie

- 2 mai** Fermeture de la fac de Nanterre. Une information judiciaire est ouverte contre Cohn-Bendit. Huit étudiants du Mouvement du 22 mars sont convoqués devant la Commission disciplinaire de l'Université de Paris.
- 3 mai** Le mouvement gagne le quartier Latin. Georges Marchais dénonce « de faux révolutionnaire à démasquer. » L'après-midi, la police pénètre dans la Sorbonne, alors que les bâtiments universitaires lui sont interdits déclenchant les premiers affrontements : « Libérez nos camarades », « La Sorbonne aux étudiants », « CRS SS... ». Premières barricades. Dans les jours qui viennent le mouvement s'étend à la province alors que le PCF engage sa campagne contre « les aventuriers gauchistes ».
- 10 mai** Première nuit des barricades dans le Quartier latin. Les affrontements avec les CRS font des centaines de blessés.
- 13 mai** Début de la grève générale, un million de personnes dans la rue à Paris, manifestations dans tout le pays.
- 14 mai** Grève illimitée avec occupation aux usines Sud-Aviation de Loire-Atlantique, première usine occupée.
- 18 mai** La grève devient générale.
- 27 mai** Les accords de Grenelle sont signés. Les assemblées générales les rejettent, même à Renault Billancourt où Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, est sifflé. L'après-midi, 70 000 personnes au meeting de Charléty appelé par l'Unef auquel participent des dirigeants de la CFDT, de la FEN, de FO, des groupes d'extrême gauche, qui concrétise l'espoir d'une nouvelle force à gauche du PCF.
- 28 mai** François Mitterrand propose un gouvernement intérimaire, sans suite...
- 30 mai** De Gaulle annonce la dissolution de l'assemblée et des élections législatives pendant que les gaullistes défilent sur les Champs-Élysées (entre 200 000 et 800 000).
- 1<sup>er</sup> juin** « Ce n'est qu'un début continuons le combat » scandent les manifestants alors que les directions syndicales ont appelé aux négociations secteur par secteur. La grève se termine dans les PTT, c'est la reprise.
- 11 juin** La grève redémarre à Peugeot Sochaux. Affrontements avec les CRS, deux morts dans les rangs ouvriers.
- 13 juin** Le gouvernement dissout onze organisations d'extrême-gauche. La CGT s'active à liquider la grève, le PCF ne dit rien. La route est ouverte vers la victoire électorale de la droite.

## Le spectre de la révolution de 68

Le spectre de Mai 68 n'en finit pas de hanter les cauchemars des bourgeois et réacs. Lors de sa campagne de 2007, Sarkozy était parti en guerre pour « liquider une bonne fois pour toutes » Mai 68 qui « a introduit le cynisme dans la société et abaissé le niveau moral et politique », ses héritiers « ont renoncé au mérite et à l'effort, affaibli l'autorité de l'État et l'idée de citoyenneté, ils dénigrent l'identité nationale » ! *Hommage involontaire au souffle des « événements ».*

**P**etites ruses de l'histoire, en ce printemps maussade, les jeunes réacs des quartiers chics essaient de se donner un air sympathique en parodiant les slogans de l'époque pour masquer leur triste visage de vieux accrochés aux préjugés d'un monde fini. À l'opposé, le rayonnement de la force et de la générosité des idées de Mai 68 est loin d'être épuisé. Il tire sa force d'un mouvement international qui a changé le monde. Certes, les travailleurs, la jeunesse n'ont pu conquérir le pouvoir, mais ils ont donné un grand coup de balai à une société figée dans la défense des privilèges d'une vieille classe dominante façonnée par le pillage colonial. Il s'agit bien d'un moment d'une révolution internationale. Le vieux monde issu des deux guerres impérialistes pour le partage du monde s'effondrait.

Mai 68 n'est pas un éclair dans un ciel serein. Il est l'aboutissement de transformations profondes, alors que les Trente glorieuses prennent fin avec la liquidation des accords de Bretton Woods et la crise monétaire, que les peuples coloniaux brisent leur carcan et que les Noirs américains conquièrent les droits civiques, que les travailleurs s'émancipent de la domination stalinienne, en particulier en France, en Italie, en Tchécoslovaquie, que partout la jeunesse se révolte. La lutte contre la guerre du Vietnam a été le catalyseur de ces révoltes convergentes.

**Derrière la dépression, de nouveaux bouleversements !**  
« À un certain stade de leur développement, écrivait Marx, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de

production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. » La gestation et l'explosion de 1968 participent de ce mouvement profond, sans qu'il ait été possible d'en finir avec la propriété privée capitaliste.

Aujourd'hui, en ce printemps maussade, certains prétendent que nous connaissons un Mai 68 à l'envers. Non, car personne ne peut faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Leur monde est fini depuis longtemps. Il ne se survit qu'au prix de terribles sacrifices pour les travailleurs et les peuples parce que ces derniers n'ont pas réussi à aller jusqu'au bout de leur combat pour la conquête de la démocratie. La veille de Mai 68, un éditorial du *Monde* titrait « La France s'ennuie ». Aujourd'hui, elle déprime sous la pression conjuguée de tous les partis institutionnels et des médias pour faire accepter les politiques d'austérité, de dévaluation que les États imposent pour sauvegarder la domination des classes capitalistes. Mais les bouleversements économiques, technologiques, sociaux, accomplis durant les quarante-cinq dernières années, entraînent des bouleversements des consciences qui préparent de nouveaux bouleversements révolutionnaires, à une échelle encore plus radicale et internationale.

**Yvan Lemaitre**



PHOTO THÉO ROUGE / JEAN-PIERRE DESHAYES



# Le PCF, organisateur de sa propre défaite

*On a du mal à imaginer aujourd'hui ce que pouvait être le Parti Communiste il y a 45 ans. Hégémonique au sein de la classe ouvrière, profondément stalinien, entretenant des liens de fidélité absolue envers l'URSS et les cadres dirigeants du PCUS, il était pour la bourgeoisie tout à la fois un adversaire et un partenaire incontournable.*

Deux jours à peine avant le début du soulèvement de mai, le PCF semble jouir d'un solide état de santé. La manifestation parisienne du 1<sup>er</sup> Mai rassemble 100000 personnes, à l'appel de la CGT et du PCF. Les organisations révolutionnaires, toutes tendances confondues, en sont impitoyablement chassées. Au cours des six années précédentes, le ménage a été fait au sein de l'Unef et de l'UEC où les staliniens règnent désormais sans partage, reléguant toute opposition de gauche à de petites organisations, actives dans quelques facultés, essentiellement sur le terrain anti-impérialiste. Son seul souci réside dans l'absence d'un partenaire crédible pour mettre en œuvre son projet stratégique de constitution d'une union de la gauche préparant «une voie démocratique au socialisme». D'ailleurs, un an plus tard, à l'occasion de l'élection présidentielle, ce rapport de forces sera confirmé par le score misérable du candidat de la SFIO, Gaston Defferre, qui réalise 5%, alors que Jacques Duclos réalisera pour le PCF, le score important de 21% des suffrages.



## Un parti à contre-courant du mouvement

Autant dire que le PCF, parti de l'ordre, voit d'un très mauvais œil le développement d'un mouvement, celui des étudiants, qu'il ne contrôle pas. Totalement fermé à toute expression d'une radicalité spontanée, il ne cesse de multiplier les appels au calme, et de dénoncer les «groupuscules gauchistes». Georges Marchais, alors membre du bureau politique, s'en prend directement à Daniel Cohn-Bendit, le porte parole le plus médiatisé du mouvement, le qualifiant dans un célèbre éditorial de l'*Humanité* au titre évocateur «de faux révolutionnaires à démasquer», d'*anarchiste allemand*. Anti-gauchiste, anti-«boche»... anti-juif? Il n'en fallait pas plus pour que les manifestants en fassent le symbole d'une identité commune, immortalisée dans le slogan «nous sommes tous des juifs allemands» toujours présent dès que l'on évoque Mai 68.

Si les militants révolutionnaires avaient quelque influence dans le mouvement étudiant, il était loin d'en être de même au sein de la classe ouvrière. Le PCF, et sa «courroie de transmission» à cette époque dans les entreprises, la CGT, veillèrent à empêcher toute possibilité de jonction entre le mouvement gréviste et les étudiants dont ils ne voulaient à aucun prix. Tirailés entre l'obligation de protester contre les brutalités policières et un mouvement gréviste qui se généralisait, dans un mouvement souvent spontané qui les dépassait, les dirigeants du PCF cherchèrent, dès le début de la grève générale, une sortie à la crise.

Alors que le mouvement était à son apogée et la grève générale, Henri Krasucki, membre du bureau politique du PCF, et futur secrétaire général de la CGT, était contacté par un certain Jacques Chirac, alors secrétaire d'État du gouvernement Pompidou, afin



PHOTO THÉQUE ROUGE / JEAN-PIERRE DESHAYES

d'envisager une sortie de crise acceptable aux «deux parties». Ces tractations au sommet, secrètes, en l'absence de tout contrôle des travailleurs en lutte, allaient déboucher sur les «accords de Grenelle». Malgré des conquêtes substantielles en matière d'augmentation du SMIC et des salaires, l'attribution d'une quatrième semaine de congé et la légalisation des sections syndicales au sein des entreprises, la reprise du travail fut difficile à faire admettre aux salariés, y compris au sein même du fief de la CGT et du PCF, les usines Renault de Boulogne Billancourt. Parti de l'ordre moral, totalement à contre-courant des idées révolutionnaires portées par le mouvement, le PCF a tout fait pour brider Mai 68.

**Alain Pojolat**

# De Gaulle: «10 ans, ça suffit»!

*L'homme de la Libération, ce vieux militaire réactionnaire, avait su assurer la transition mais celle-ci ne pouvait s'achever que sur sa défaite.*

Il avait eu l'intelligence politique et le crédit d'imposer à la droite et à la bourgeoisie la présence de ministres communistes en 1945 avant de lui imposer l'indépendance de l'Algérie et la fin de la guerre en 1962. Il incarnait jusqu'à la caricature un monde englouti par le développement économique des Trente glorieuses et le soulèvement des peuples coloniaux.

Il avait su jouer des contradictions, entre les intérêts de la bourgeoisie et ceux des ultras d'Algérie, tout en sachant utiliser son crédit de chef de la Résistance pour s'appuyer sur les appareils syndicaux, en particulier la CGT afin de s'imposer comme Bonaparte, en liquidant «le régime des partis» de la IV<sup>e</sup> République.

En 1958, accompagné par la SFIO de Guy Mollet, il porta sur les fonds baptismaux la V<sup>e</sup> République, instaurant un régime présidentiel renforcé par l'élection du président de la République au suffrage universel décidée par référendum en octobre 1962.

## «La chienlit c'est lui!»

Le 19 mai 68, il lâche à l'issue du Conseil des ministres la célèbre formule, «La réforme, oui, la chienlit, non». La réforme, c'était la participation, le vieux mythe de l'entente capital-travail cher au vieux Bonaparte, et De Gaulle propose le 24 mai un référendum sur le sujet. Vainement, tout lui échappe, et le 29 mai, il rend visite au général Massu à Baden-Baden, en Allemagne. Le lendemain, il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. Le succès de la droite aux élections législatives de juin retarde son départ. Il partira en 69 après la victoire du Non au référendum du 27 avril. «La chienlit, c'est lui!» avait clamé la rue, le slogan collait à la peau de celui qui était devenu l'incarnation d'une époque finie.

**Yvan Lemaitre**



# «Le pouvoir aux travailleurs»?

*Ce slogan a commencé à être repris par des dizaines de milliers de manifestants dès la fin mai. Il illustre à la fois la force et la radicalité du mouvement mais aussi ses faiblesses.*

À ce moment-là, tout le pays était paralysé par une grève générale de près de 10 millions de travailleurs, les usines occupées avec des drapeaux rouges sur leur façade. La police avait plus ou moins déserté les rues de Paris, dont la circulation était réglée par des grévistes porteurs de brassards. Le Parlement était fermé et déjà certains ministres avaient quitté le pays. «Le pouvoir aux travailleurs» semblait enfin une nécessité et pourtant ce mot d'ordre n'avait aucune possibilité de réalisation. À qui donner ce pouvoir, comment et pour quoi faire? Ce sont ces questions centrales qu'il faudra résoudre le prochain «mai»...

## À qui le pouvoir?

– Aux directions syndicales? Elles n'en voulaient à aucun prix. Ça n'était pas leur rôle, et en plus, pas sur la base d'une grève générale difficilement contrôlable.

– Au PCF? Il n'en n'était pas question. Fidèle à sa dénonciation des «gauchistes» et à ses orientations institutionnelles et électoralistes, la direction du PCF n'attendait qu'un appel aux

élections, que De Gaulle décida très vite pour enterrer dans les urnes un mouvement extra-parlementaire.

– Aux dirigeants connus de la révolte étudiante, Cohn-Bendit, Geismar ou Sauvageot? Personne n'y avait songé. En effet, autant ces dirigeants étaient appréciés et crédibles pour organiser des manifestations de rue ou des meetings, autant personne, surtout dans le mouvement ouvrier, ne leur faisait confiance pour prendre le pouvoir et diriger le pays.

– Aux organisations révolutionnaires (JCR, VO, Maos, Anars...)? Là encore, cela n'avait aucune crédibilité. Implantés essentiellement en milieu étudiant et lycéen, ces groupes (environ 800 militantEs aux JCR...) étaient reconnus dans leur milieu et ont joué un rôle important dans la jeunesse, mais ils n'avaient quasiment pas d'implantation en dehors de celle-ci.

– Aux délégués des comités de grève? C'est tout le problème. Cette grève générale, en grande partie spontanée, sera vite prise en mains par les syndicats, sans création, à quelques exceptions près comme au centre de Saclay, de structures d'auto-organisation. Les

«comités de grève» étant la plupart du temps des structures intersyndicales. L'existence de milliers de comités de grève déléguant à Paris leurs délégués pour former une assemblée nationale représentative du mouvement aurait bouleversé la situation, en créant, face à un Parlement légal mais sans pouvoir, un pouvoir légitimé par des millions de grévistes. Dès lors, le «pouvoir aux travailleurs» devenait crédible, c'était celui de cette nouvelle Assemblée.

## Gagner une crédibilité, s'implanter

C'est là qu'on comprend les faiblesses de 68 et son incapacité à changer de pouvoir et de société. Cet échec va ramener les couches moyennes aux côtés de la bourgeoisie, au nom de «l'ordre», et assurer le succès électoral de la droite. Ce qu'on avait gagné par la fenêtre des luttes, on le perdra par la porte des élections et le maintien d'un système opposé au «pouvoir des travailleurs»

Ainsi, si l'on veut préparer un nouveau 68 qui réussisse, il faut dès maintenant que les révolutionnaires s'implantent dans les entreprises et les quartiers, pas seulement dans les universités, y acquièrent une crédibilité dans l'organisation des luttes quotidiennes, y développent la nécessité de l'auto-organisation avec des comités de grève là où c'est possible, et fassent de la propagande sur nos propositions sociales et politiques alternatives. Nos thèmes de propagande, compris par une minorité en dehors des luttes, peuvent devenir des thèmes d'agitation repris par des centaines de milliers de personnes en période de mobilisation. Voilà une des leçons de 68.

**Alain Krivine**



## GRANDE-BRETAGNE Du neuf dans la gauche radicale

Nous publions ci-dessous des extraits d'un appel paru dans le journal Guardian et signé par Ken Loach, cinéaste, Kate Hudson, secrétaire générale de la Campaign for Nuclear Disarmament et Gilbert Achcar, chercheur en sciences politiques à Londres. 8000 personnes ont déjà signé ce texte soutenu par une partie de la gauche anticapitaliste britannique, dont nos camarades de Socialist Resistance.

Le parti travailliste nous a trahis. Nous avons besoin d'un nouveau parti de gauche. La Grande-Bretagne a besoin d'un parti qui rejette les politiques néolibérales et améliore la vie des gens ordinaires. Aidez-nous à le créer ! L'austérité précipite la catastrophe économique qui atteint l'Europe, tout récemment la population chypriote. Mais George Osborne (ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement Cameron - NDLR) poursuit la même politique désastreuse. Le budget présenté la semaine dernière n'est pas une surprise : Osborne a annoncé encore de nouvelles coupes budgétaires ainsi que l'extension du blocage des salaires dans le secteur public, ce qui signifie une baisse du pouvoir d'achat en termes réels (...) La violence des attaques économiques du gouvernement ne connaît pas de limites. Aide aux handicapés, allocations chômage, impôts locaux, taxe sur les pièces inoccupées : autant de politiques punitives dirigées contre les membres les plus vulnérables de la société (...) Mais, bien sûr, la vérité est qu'en réalité, les politiques d'austérité ont été conçues en vue du démantèlement de l'État-providence, de la baisse des salaires, de la marchandisation complète de l'ensemble de l'économie, de la destruction de tous les acquis économiques et sociaux obtenus par les couches populaires depuis la Seconde Guerre mondiale (...)

Dans le passé, beaucoup s'attendaient à ce que le Parti travailliste agisse pour nous et avec nous ; mais ce n'est plus le cas. L'allocation chômage ? La semaine dernière, le Parti travailliste s'est abstenu et maintenant le gouvernement peut en exclure un quart de million de demandeurs d'emploi. La taxe sur les pièces inoccupées ? Est-ce qu'un gouvernement travailliste l'abolirait ? Nous avons besoin de politiques qui rejettent les coupes budgétaires des conservateurs, qui régénèrent l'économie et améliorent les vies des couches populaires. Nous n'obtiendrons rien de tout cela du Parti travailliste. Cela ne fait aucun doute : par le passé, certaines réalisations travaillistes ont été remarquables (...) Mais ces réalisations appartiennent maintenant au passé. Aujourd'hui, le Parti travailliste s'est converti aux coupes budgétaires et aux privatisations. Il démantèle lui-même sa grande œuvre passée. Le Parti travailliste nous a trahis (...)

Le Parti travailliste britannique n'est pas isolé dans son glissement à droite et sa conversion aux politiques économiques néolibérales. Ses partis frères en Europe ont suivi le même chemin depuis deux décennies. Mais, ailleurs en Europe, de nouveaux partis ou de nouvelles coalitions - comme Syriza en Grèce ou Die Linke en Allemagne - ont commencé à occuper l'espace laissé vacant et à offrir une alternative politique, une vision économique et sociale. Il faut en finir avec l'anomalie qui laisse la Grande-Bretagne sans alternative politique de gauche pour défendre l'État-providence, l'investissement créateur d'emplois, le logement et l'éducation, la transformation de l'économie. C'est pour cette raison que nous appelons les gens à se joindre au débat pour la fondation d'un nouveau parti de gauche. La classe ouvrière ne peut rester sans représentation politique, sans défense alors même que toutes ses victoires et tous ses acquis sont en train d'être détruits.

Traduction de François Coustal

## SLOVÉNIE *Un maillon faible, pour qui ?*

La Slovénie (membre de l'UE depuis 2004 et dotée de l'euro depuis 2007) a été présentée comme le prochain maillon faible de la zone euro après Chypre. En réalité, la crise est exploitée pour tenter de mettre fin à de puissantes résistances sociales et pour impulser, avec de nouvelles privatisations, l'austérité sociale, sur arrière fond de corruption et fraude fiscale.

### Quelle crise ?

La Slovénie a connu une récession majeure en 2009 (-8%) avec une nouvelle chute en 2012 (-2,5%), le taux de chômage dépassant aujourd'hui 11%. Cette ancienne république yougoslave de deux millions d'habitants a subi de plein fouet l'impact de la crise bancaire et de la récession européennes de 2008. Mais elle a aussi été affectée par une bulle immobilière (comme en Espagne - ou plus à l'Est, en Hongrie, Croatie ou Monténégro) et par des montages de crédits transfrontaliers se révélant «toxicques». Le soutien de l'État aux banques et entreprises en difficulté a fait passer le déficit public annuel à quelque 6% du PIB depuis 2009, faisant «flamber» la dette publique depuis trois ans. Pourtant, cette dette reste en dessous de 50% du PIB, bien loin des normes européennes. Mais la «règle d'or» est brandie pour imposer des réformes des retraites et du code du travail - avec la promesse de ramener le déficit budgétaire en-dessous de 0,5% du PIB d'ici 2015. La nouvelle Première ministre slovène Alenka Bratušek de «centre-gauche» a rejeté toute comparaison avec la situation de Chypre : le secteur bancaire slovène n'est pas «surdimensionné» et la Slovénie n'est pas non plus un paradis fiscal. Au contraire, attaché à sa récente indépendance, le pays a plutôt été défiant envers la libre circulation des capitaux, au point que les institutions financières considèrent sa «transition» inachevée et que le FMI prône de réaliser enfin les réformes structurelles pour «aller plus loin». L'enjeu réel du bras de fer à venir est là : les résistances aux préceptes néo-libéraux et à l'austérité sociale, exprimées massivement au cours de l'hiver



2012, seront-elles en mesure de rebondir et de se consolider pour imposer un contrôle social sur les comptes des entreprises, des banques, de l'État, en lieu et place de celui de la Troïka ?

### L'exception slovène

Derrière la «modération» des destructions sociales en Slovénie, il y a eu depuis le début de l'indépendance slovène en 1991, une accumulation de luttes. L'exception slovène est là : les anciens syndicats officiels, transformés en une Confédération des syndicats libres ZSSS et associés en front unique avec de nouveaux syndicats, ont maintenu un rapport de forces contre des projets anti-sociaux : si la restauration capitaliste a bien eu lieu, un certain nombre de mesures néo-libérales ont été ralenties, infléchies ou bloquées. C'est surtout à partir de 2002, sous pression des exigences des institutions financières et de la commission européenne, que les privatisations se sont accentuées, et avec elles les montages financiers (que les capitaux soient «nationaux» ou étrangers), le clientélisme et la fraude fiscale. Bref, la «normalité» de l'appât du gain gangrénant tous les partis.

## GRÈCE Pour un mouvement anti-nazi unitaire !

Si on s'en tenait aux chiffres et aux annonces, la situation grecque pourrait paraître désespérée : dans le dernier sondage paru, les nazis de Chryssi Avgi (Aube dorée) atteignent 13 % des intentions de vote...

Leur dernière provocation : appeler à des collectes de sang des seuls Grecs pour les seuls Grecs. 25 de leurs nerfs sont aussi entrés armés dans un hôpital pour faire la chasse aux malades immigrés. Leurs dirigeants viennent de menacer l'Albanie au nom de la «Grande Grèce»... tout en quittant la salle du parlement grec au moment où les députés discutaient des réparations dues par l'Allemagne en raison des crimes nazis contre la Grèce ! En un an, trois immigrés sont morts sous les coups de bandes racistes, et il y a eu en 2012 154 agressions racistes identifiées, dont 25 dans lesquelles la police est impliquée. Et la violence est croissante : ratonnades avec chiens et armes.



Ce groupe profite de la crise, et le gouvernement ferme les yeux sur ces crimes. Tellement pratique puisqu'il dénonce les immigrés plutôt que les armateurs qui l'ont financé depuis des années !

### L'extrême droite en Grèce

Depuis au moins les années 30, la Grèce a dû subir différents régimes d'extrême droite. D'abord avant guerre, avec le dictateur fasciste Metaxas. Après la victoire de la résistance contre les troupes nazies, les impérialistes, à la faveur de l'abandon de la Grèce par Staline, ont vaincu la résistance, et remis en selle les groupes d'extrême droite. De 1967 à 1974, c'est la junte des colonels qui, soutenue à bout de bras par les États-Unis, réprime le mouvement populaire qui finit pourtant, grâce à des mobilisations par faire tomber la junte et par imposer en 1981 le premier gouvernement de gauche (Pasok d'Andreas Papandreu) de l'histoire grecque. Or, le développement de l'actuelle extrême droite provient en partie d'une sous-estimation de son insertion dans l'appareil d'État (police, armée) et de l'impunité dont ont joui et jouissent toujours ses dirigeants. Des groupuscules sont nés après 1974 avec des actes clairement terroristes pour lesquels il y eut quelques condamnations, mais aussi avec des déclarations et publications ouvertement antisémites ou nazies pour lesquels ils n'ont jamais été inquiétés. Pire, les apprentis fûhrers ont eu droit depuis longtemps aux honneurs de la presse et de la télé...

### Sous-estimation à gauche

L'acte décisif de «normalisation» de l'extrême droite fut la participation du

À l'arrière plan des manifestations, outre l'accumulation des résistances organisées par les syndicats, s'est formé un autre creuset de radicalisation, tourné vers la jeunesse, et les catégories sociales non organisées par les syndicats : la Workers & Punks' University (WPU), université parallèle autogérée établie en 1998, lieu de formation critique face à la crise globale capitaliste, de réappropriation du passé révolutionnaire et autogestionnaire, de liens balkaniques<sup>2</sup> et d'insertion dans les résistances alter-mondialistes.

La position charnière de la «petite» et si riche Slovénie dans les Balkans et dans l'euro-zone est essentielle à l'émergence d'une Autre Europe.

### Catherine Samary

1. Lire les articles d'*Inprecor* : Lucien Perpette et J.M. (n° 511-512 nov.-déc. 2005) ; Lucien Perpette et Chris Den Hond (n°532-533 nov.-déc. 2007) ; Jacques Radcliff (dernières nouvelles 2011) ; Lucien Perpette (février 2013) sur [www.inprecor.fr](http://www.inprecor.fr)  
2. Lire les articles : «Les Roumains refusent l'austérité» (*Tout est à nous* ! n°134) ; «Bulgarie : tensions électriques» (*Tout est à nous* ! n°188), et différents articles sur les Balkans, notamment «Le Forum social des Balkan, une chance pour l'Autre Europe», sur [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

groupe Laos au gouvernement dirigé par le Pasok il y a deux ans, sur fond de politique anti-immigrés. Ce gouvernement a ouvert l'espace recherché depuis longtemps par Aube dorée, avec le résultat que l'on sait aux élections législatives du printemps 2012.

Le désespoir qui pousse des centaines de milliers de gens à voter pour un groupe ouvertement nazi provient aussi d'un terrible nationalisme à gauche (soutien «national» à la Serbie dans les années 90) et à l'incapacité de la gauche à s'unir pour une riposte résolue aux mesures de la troïka, au racisme et aux nazis.

Il faut heureusement souligner que sur le plan local, c'est au contraire une intense activité qui se développe. Les 25 nerfs nazis ont été expulsés de l'hôpital de Nikaia, et le syndicat national des médecins menace d'exclusion tout médecin qui tremperait dans la collecte de «sang grec»... Des journalistes de l'équipe de Ios font aussi un travail constant d'info sur l'extrême droite, et un livre de Dimitris Psarras sur l'histoire et la nature d'Aube dorée est sorti récemment. Manque désormais l'essentiel : la mise en place d'un cadre national structuré de lutte unitaire contre les nazis (avec la question, débattue, de l'interdiction du groupe nazi), avec des initiatives nationales larges (manifestations, concerts...) qui font aujourd'hui cruellement défaut.

D'Athènes, A. Sartzekis



## FERROVIAIRE

# Une réforme au service des patrons

Le gouvernement vient de lancer officiellement une réforme ferroviaire. Sur la base des rapports Bianco et Auxiette, elle vise à préparer l'ouverture à la concurrence dans le transport ferroviaire de voyageur, ainsi qu'à diminuer le coût du travail des cheminots.

Elle s'articulerait autour de deux axes : l'éclatement de la SNCF en trois entreprises, ainsi que la remise en cause de la réglementation du travail SNCF.

### Explosion de l'entreprise publique

Le gouvernement a communiqué sur la réintégration de Réseau Ferré de France (propriétaire du réseau, créé en 1997) à la SNCF. Ce serait une bonne nouvelle, vu que les dysfonctionnements entre RFF et la SNCF sont nombreux et génèrent une gabegie financière importante. Le problème, c'est que Bianco et Auxiette ne proposent pas la réunification du système ferroviaire... mais son explosion en trois entreprises !

La première entreprise serait un Gestionnaire d'infrastructure unifié (GIU), qui regrouperait RFF, les aiguilleurs et les cheminots de l'entretien des voies, soit un total de 50 000 cheminots. Elle serait propriétaire des 30 000 km de voies ferrées, mais aussi des 35 milliards d'euros de dette du ferroviaire. Son rôle serait la gestion et l'entretien des voies et l'attribution des horaires. Le GIU concentrerait ainsi les



PHOTO THÉO ROUGE / MICO

activités non rentables et lourdes en investissement, et serait censé s'autofinancer en imposant des péages aux entreprises qui utilisent le réseau.

La seconde entreprise serait constituée du reste des activités SNCF (faire rouler des trains et les commercialiser) plus rentables et donc plus facilement privatisables, surtout à l'heure où Ayrault envisage une baisse de la participation de

l'État dans des entreprises publiques... La troisième entreprise (dite « étatisation-mère ») serait une holding constituée par les directions Stratégie et RH, et qui serait le donneur d'ordres unique des deux autres entreprises.

Cet éclatement de la SNCF en trois entreprises aurait des conséquences dramatiques. Cela dégraderait encore le fonctionnement global du système ferroviaire et ferait

encore augmenter le coût des péages. Cela diviserait encore un peu plus les travailleurs du rail et affaiblirait notre capacité à riposter ensemble.

### Organisons la riposte

Aujourd'hui, la réglementation du travail est différente selon que l'on travaille pour la SNCF ou pour une entreprise privée (dans le fret ou les travaux). Pour le patronat et la direction SNCF, il s'agit de mettre en place une convention collective commune à tous. Le hic, c'est qu'ils veulent aligner (vers le bas) les conditions de travail des 155 000 cheminots du public sur celles des 3 000 du privé : moins de repos annuels, amplitudes horaires plus élevées, plannings de travail plus flexibles...

Avec cette réforme, on veut affaiblir le service public et diviser les cheminots. Pour résister, il faudra construire l'unité des travailleurs du rail (public et privé) sur les mêmes revendications : l'extension du statut et de la réglementation du travail SNCF à tous les cheminots, du privé comme du public ; la réintégration de RFF dans la SNCF, et le retour au monopole public du ferroviaire, avec expropriation de toutes les entreprises ferroviaires privées dans une seule et unique SNCF sous contrôle des cheminots et des usagers. Cela passera sans doute par une grève massive, reconductible, active, et dans toutes les entreprises ferroviaires, qu'il faut commencer à préparer dès maintenant.

**Secrétariat cheminot du NPA**

## PSA AULNAY Des grévistes déterminés à arracher le plus possible

Alors que cinq syndicats centraux ont signé le PSE imposé par la direction de PSA à Aulnay, les grévistes poursuivent leur grève.

La production continue à être en partie paralysée, et ce sont tout au plus 50 véhicules qui sortent par jour au lieu des 250 attendus. C'est que du côté des non grévistes aussi, l'envie de bosser n'est pas là. Et pour cause, l'annonce de la fermeture anticipée du site d'Aulnay, comme le flou quant aux modalités de mise en place du PSE, ne donnent pas envie aux travailleurs de satisfaire un patron arrogant. Du côté des grévistes, le mécontentement aussi perdure et la grève est reconduite, les dernières négociations n'ayant pas donné satisfaction. La direction a proposé aux grévistes une prime extra légale de 50 000 à 60 000 euros et éventuellement la levée des sanctions, voire même l'annulation des quatre licenciements de salariés mobilisés. Mais c'est encore bien loin de ce que demandent les grévistes : une garantie de 130 000 euros et l'assurance d'un CDI pour ceux qui souhaiteraient rester au sein de PSA.

### Le nerf de la guerre

Mardi 30 avril, c'était jour de paye : forts du soutien des salariés de toute la France, les grévistes ont pu toucher entre 900 et 1 000 euros chacun. Ça fait tenir, c'est sûr, d'autant plus que les grévistes ne touchent pas les indemnités du chômage partiel. En effet, la direction ne les déclare jamais en chômage partiel, à la différence de l'ensemble des salariés qui travaillent une semaine sur deux.

Alors mercredi 1<sup>er</sup> Mai, les travailleurs en lutte d'Aulnay ont apporté un souffle de dynamisme au défilé parisien et leur détermination a été applaudie et soutenue par tous. Car pour beaucoup, la lutte d'Aulnay est exemplaire du fait de sa durée (4 mois de grève) mais, dans le paysage social actuel, elle n'en reste pas moins isolée : il n'y a pas d'autres boîtes qui rejoignent la bagarre et cela réduit d'autant les perspectives de lutte.

**CorrespondantEs**

## 1<sup>ER</sup> MAI À FLORANGE

# Un « festival des entreprises en lutte »

C'était une chouette initiative des jeunes de la CGT-Arcelor qui tenaient à marquer ce 1<sup>er</sup> Mai d'une manière particulière. Quelques jours seulement après l'arrêt effectif des hauts fourneaux, il s'agissait de dire que la bataille pour la défense des emplois continuait et qu'il n'était pas question de lâcher.

Sur fond de festival avec concerts de musique, ceux d'Arcelor avaient invité les équipes syndicales d'entreprises en lutte, déjà rencontrées notamment lors des réunions du collectif Licencié·elles visant à coordonner les luttes. Même si certaines prévues comme PSA Aulnay ou Goodyear ne se sont finalement pas déplacées (difficultés diverses), d'autres, venues de loin, étaient au rendez-vous : le collectif jeune CGT de Arcelor Fos/Mer, celui de la CGT de PSA Sochaux, les Fralib (Marseille), Pétroplus (Rouen) et Ford (Bordeaux). Et bien sûr, des salariés, des militants d'entreprises de la région, des syndicalistes et des militants politiques de gauche, des amis, des voisins, tous venus en solidarité avec les Arcelor et leur long combat.

### Échanger pour préparer une convergence

Plus de 400 personnes sont passées durant l'après-midi et la soirée. Autour d'un café ou d'un sandwich, les discussions ont été nombreuses sur la situation difficile vécue par la plupart des salariéEs et la population, sur les défaites

ou sur des perspectives peu réjouissantes. Mais, le fait de se retrouver, d'entreprises, de villes ou de régions différentes, permettait de partager les expériences et de parler de notre révolte, de nos perspectives.

La question de la convergence des luttes a dominé les échanges. Ce qui est logique, tant c'est le « tous ensemble » qui apparaît comme la seule façon de changer la donne. Avec l'expérience des luttes à Arcelor, PSA ou Petroplus, on voit bien qu'il est particulièrement difficile d'empêcher licenciements ou fermetures.

On a aussi échangé sur la nécessité d'avoir des revendications offensives, comme la nationalisation ou la socialisation, exemples d'Arcelor et de Petroplus, ou encore l'appropriation de l'outil de production par les salariés, avec l'expérience des Fralib.

Dans un contexte compliqué, cette fête était vraiment la bienvenue. Elle fait du bien au moral et montre toute l'importance de ces moments de rencontre et de discussions. Une démarche qu'il est souhaitable de voir se multiplier.

**Philippe**

## CHERBOURG (50) L'hôpital n'a pas la santé

À l'hôpital de Cherbourg (CHPC), le déficit cumulé en 2013 atteint 21 millions d'euros. Ce déficit est en réalité, pour l'essentiel, une insuffisance de financement liée au nouveau mode d'attribution des crédits, la « tarification à l'activité » (dite T2A). L'hôpital doit être « rentable » : il doit en conséquence multiplier les actes et les rendre le plus « productifs » possible...

Les conditions des agents du CHPC sont difficiles : charges de travail très lourdes, pas de remplacements de maternité, de maladie et beaucoup de contractuels sans déroulement de carrière et au smic. Et c'est dans ce contexte que le nouveau directeur veut faire porter l'essentiel des économies sur le personnel et faire payer



PHOTO THÉO ROUGE / MICO

aux patients ce prétendu « déficit ». La solution de la direction ?

- Étaler la période de vacances du 1 juin au 30 septembre,
- diminuer 7 RTT sur 15 actuellement par la suppression du quart d'heure de repas sur le temps de travail,
- travailler sur des amplitudes de 12h avec obligation d'assurer des nuits sans RTT.

Ces mesures remettraient non seulement en cause des acquis et des accords RTT, mais aboutiraient aussi à la suppression de 150 postes de contractuels.

### Mobilisation intersyndicale

L'hôpital de Cherbourg n'est pas le seul à subir ce genre d'attaques. Dans tous les départements, les « plans de retour à l'équilibre » se multiplient. Ces situations

sont provoquées par une insuffisance de financement de la santé due aux politiques d'austérité qui ont la Sécurité sociale en ligne de mire.

L'intersyndicale CGT, FO, CFDT, UNSA a réussi à mobiliser plus de 800 personnes du CHPC ce 18 avril afin d'interpeller la direction et montrer son opposition à ces mesures qui vont encore dégrader les conditions de travail des agents et de prise en charge des patients.

C'est ensemble, par la mobilisation, que nous imposerons un changement dans le secteur de la santé. Le NPA Manche appelle donc à soutenir l'intersyndicale et à se mobiliser pour la manifestation du 15 juin à Paris en faveur de la santé et de l'action sociale.

**Correspondante**





## Les comités en action!

**Toulouse (31) 1<sup>er</sup> Mai anticapitaliste et internationaliste.** Alors que l'ambiance générale est à l'union nationale tant à droite qu'à gauche, avec le vote unanime à l'assemblée pour l'occupation du Mali ou les dernières déclarations du PG s'insurgeant contre « la liquidation de l'argument militaire de la France » par le gouvernement, Alternative libertaire, le Mouvement des objecteurs de croissance, le NPA et l'OCML-Voie prolétarienne ont décidé de marquer le coup ce 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale des travailleurs, pour rappeler que « la seule frontière qui vaille est la frontière des classes sociales, celle qui oppose les exploités et les exploités, et que par-delà les frontières des États, nous avons toutes et tous les mêmes intérêts à lutter contre l'exploitation capitaliste et pour notre émancipation commune ». Cette initiative a été prise dans la continuité des discussions autour du « front anticapitaliste » initiées lors de la réunion publique du 4 avril dernier. Regroupement politique le plus important et dynamique de la manifestation, le cortège commun anticapitaliste et internationaliste a réuni 120 manifestantEs, militantEs et sympathisantEs des organisations initiatrices derrière la banderole commune : « Contre le capitalisme, solidarité internationale ! », suivi juste derrière par le Front populaire Tunisie pour un même pôle internationaliste. Le 1<sup>er</sup> Mai a continué l'après-midi et jusqu'au 5 mai à la Foire à l'autogestion, sur laquelle le NPA co-organisateur de l'événement, a tenu un stand auquel son tract invitait les manifestants à se retrouver.



DR

### Gérardmer (88) Un 1<sup>er</sup> Mai antiraciste.

Depuis bientôt 20 ans, en réaction à la mainmise du « F-Haine » sur le 1<sup>er</sup> Mai, le Comité contre le racisme de Gérardmer (là-haut, sur la montagne, dans les Vosges) organise, une grande « fête de la solidarité ».

Ce 1<sup>er</sup> Mai 2013, un repas sénégalais concocté par l'association des Femmes africaines a su nous régaler. Le village associatif, où sont présentes toutes les assos de solidarité, de défense des droits, d'entraide internationale et de lutte contre les discriminations du département, fut une fois encore un lieu d'échange et de réflexion. Nos camarades d'Attac Vosges nous ont fait réfléchir sur la situation financière mondiale avec une animation « Qui veut perdre des millions ? ». Un temps fort de cette manifestation a été la conférence animée par notre camarade de la commission quartiers populaires du NPA, Miguel Ségui, sur le thème « quartiers populaires, immigration et racisme au quotidien » (l'an passé, nous avions reçu François Brun sur la lutte des sans-papiers). Après un exposé de Miguel sur son expérience et ses réflexions, un échange a eu lieu avec la salle. Le dysfonctionnement de l'institution démocratique, les clichés relayés par les médias sont vite apparus comme les grands responsables de la situation actuelle. Miguel a expliqué les difficultés pour les éducateurs de rue de se faire entendre des jeunes, alors que l'exemplarité de l'institution fait défaut : exemples, corruption de la BAC de Marseille, ministre menteur...

Notre rassemblement a réuni plus de 400 personnes et c'est dans la bonne humeur et la convivialité qu'il s'est terminé par un concert festif, du hip-hop des jeunes de la MCL et le groupe Bal Pygmée.

Comme chaque année, cette journée a su être un moment de recul, de réflexion et de fête où Français, immigrés, sans-papiers ont partagé, discuté dans une ambiance très conviviale.

# En campagne

## INTERVENTION FÉMINISTE

### Dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement autonome des femmes

*Notre courant, anticapitaliste et révolutionnaire, comprend l'oppression des femmes comme une double oppression : en tant que travailleuses et en tant que femmes. C'est pourquoi nous défendons une perspective féministe dans les mouvements sociaux, et que nous avons à cœur de reconstruire le mouvement autonome des femmes.*

#### UN AN DE HOLLANDE-AYRAULT

### Débattre et reprendre l'offensive



Alors que la popularité du couple Hollande-Ayrault s'effondre offrant un terrain propice aux démagogues de droite et d'extrême droite, le mécontentement et la colère qui couve

au sein du monde du travail reste dominé par la démolition et l'absence de perspective malgré les luttes de PSA, Goodyear...

Les directions des confédérations syndicales sont prisonnières du dialogue social : Le Paon, le secrétaire général de la CGT, demande timidement un « changement de cap » et ne trace aucune perspective pour inverser le rapport de forces. Le Front de gauche veut lui aussi changer de cap dans la majorité parlementaire pour mener « une nouvelle politique résolument de gauche ».

#### Nos réponses

Nous ne partageons pas ces réponses qui n'offrent aucune perspective aux luttes ou les enferment dans le cadre parlementaire, institutionnel. De fait, les manifestations du 1<sup>er</sup> et du 5 mai ont exprimé le besoin d'une réelle opposition au gouvernement et à sa politique. La rupture des travailleurs, des classes populaires et de la jeunesse avec le gouvernement, met au centre du débat politique la question de l'opposition au gouvernement, de l'alternative, de son programme, et de sa réponse gouvernementale.

Le NPA sort une brochure pour développer nos réponses à ces questions, en débattre en continuité avec notre démarche les 1<sup>er</sup> et 5 mai pour construire une opposition de gauche au gouvernement en rupture avec les politiques d'austérité, le capitalisme et ses institutions.

**Yvan Lemaitre**

#### Une perspective féministe dans notre action politique

Les femmes sont les premières touchées par la crise, parce qu'elles sont plus affectées par le chômage, que leurs emplois sont plus précaires et qu'elles subissent très majoritairement les temps partiels. D'autre part, la mise à mal des services publics sous le coup de l'austérité affecte principalement les femmes sur qui retombe encore la majorité des tâches domestiques. Plus récemment, la réforme des retraites est venue aggraver leur situation car les femmes ont plus souvent des bas salaires, des carrières incomplètes et donc des pensions insuffisantes.

Si ces aspects liés au travail sont fondamentaux, ce ne sont pas nos seules préoccupations : défendre une perspective féministe, c'est aussi lutter pour la PMA revendiquée par les lesbiennes et abandonnée par le gouvernement, pour la régularisation de toutes les sans-papiers, contre la remise en cause du droit à l'avortement, etc.

À l'heure où la nécessité d'une riposte contre les attaques du gouvernement se fait de plus en plus sentir, le NPA porte ces thématiques pour donner à toutes nos campagnes une dimension féministe.

#### La reconstruction du mouvement autonome des femmes

Parce que la perspective féministe est trop souvent considérée comme secondaire dans un espace syndical et politique encore très masculin, nous pensons qu'il est nécessaire de reconstruire un mouvement autonome des femmes. Et en effet, dans les années 1970, ce mouvement autonome a pu porter des revendications comme le droit à l'avortement jusqu'à la victoire.

Sa reconstruction va de l'animation de commissions femmes dans les syndicats à la constitution de collectifs unitaires sur des questions féministes. Dans de nombreuses villes, facs ou quartiers populaires, des structures existent et défendent les droits des femmes : droit à l'avortement, lutte contre les violences faites aux femmes, solidarité internationale, etc.

#### Comment l'intervention féministe s'organise-t-elle au NPA ?

Comme sur tous les sujets, les comités portent l'orientation du parti et ont des activités féministes, pour le 8 mars ou à



d'autres occasions. Les militantEs qui ont une activité féministe régulière se réunissent au niveau régional et au niveau national (commission nationale d'intervention féministe) pour échanger sur leurs activités et coordonner au mieux leur intervention. Enfin, les formations sur le féminisme organisées à divers échelons nationaux et internationaux ainsi que les congrès sont des moments au cours desquels toutes les militantEs peuvent s'emparer du débat sur l'intervention féministe.

Parce que le NPA n'est pas en dehors de la société, la bataille pour une organisation réellement féministe reste un enjeu permanent : directions paritaires, prise en charge collective des enfants lors des réunions... sont autant de pas vers un parti à l'image de la société que nous voulons, débarrassée de toutes les oppressions !

**Correspondantes commission nationale intervention féministe**

### Strasbourg (67) Le NPA réussit son 1<sup>er</sup> Mai.

Après la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Strasbourg qui a réuni plus de 2 500 personnes, le NPA 67 a organisé sa fête traditionnelle. 130 participantEs se sont retrouvés autour d'un barbecue, dans une ambiance détendue où se sont croisés militantEs politiques, associatifs et syndicaux. Nous avons réaffirmé notre politique de faire vivre une gauche de la gauche. Nos ennemis restent la droite et l'extrême droite, mais aussi cette fausse gauche de Hollande qui applique une politique d'austérité. Nous avons réaffirmé la construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement.

À Strasbourg aussi, on lâche rien !

### Bar-le-Duc (55) Réunion publique avec Philippe Poutou.

Philippe Poutou à Bar-le-Duc, voilà un événement qui ne devait surtout pas passer inaperçu. C'est pourquoi vendredi 3 mai à 17h, nous nous sommes retrouvés à une vingtaine de militants, Philippe en tête, dans les rues de la cité avec haut parleurs, banderoles, tracts et affiches pour rencontrer et haranguer les habitants, leur dire toute notre haine de la société capitaliste et les appeler à assister au meeting du soir. Flanqués d'une journaliste qui suivait l'action, nous avons fait halte devant toutes les banques de la ville qui se sont retrouvées décorées aux couleurs du NPA et symboliquement expropriées sans indemnités ni rachat, mises ainsi sous contrôle de leurs

nouveaux propriétaires, les travailleurs et la population.

Le soir, plus de 60 personnes ont d'abord entendu un militant contre l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, puis notre jeune camarade Lucie a présenté le NPA Meuse. Puis Daniel, fraîchement retraité, a relaté ce qu'il a subi tout au long de sa carrière : l'exploitation dans sa boîte ArcelorMittal et la duplicité des directions syndicales. Enfin, Philippe a pris la parole, remportant un franc succès notamment avec la déclinaison de son propre « mur des cons ». La moitié des participants n'étaient pas du NPA, 15 personnes venant pour la première fois à l'une de nos réunions. Un bon bilan pour une bonne journée et des militants redynamisés.

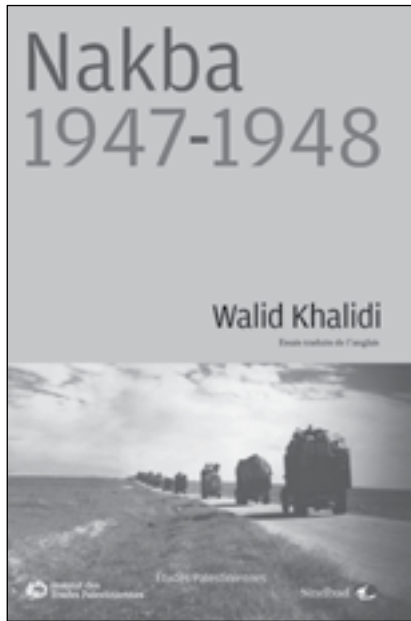


**Il y a 65 ans la « Nakba »...**

ESSAI **Écrire la « catastrophe »**

**Nakba 1947-1948**, Walid Khalidi, coll. Études Palestiniennes, Sindbad, 2012, 267 pages, 22 euros.

Les éditions Sindbad ont récemment publié en français un ensemble d'articles de l'historien palestinien Walid Khalidi. Ces textes, publiés sur une période qui s'étend de 1959 à 1993, avaient pour certains fait l'objet d'une traduction dans les colonnes de la Revue d'Études Palestiniennes. D'autres sont traduits ici pour la première fois.



de 1948 comme relevant d'une stérile obsession du passé ou, au mieux, comme un exercice académique sans rapport avec les défis du présent».

Pour autant, non content de constituer un « tribut » à l'égard des souffrances subies par le peuple palestinien, ce recueil montre comment les éléments principaux permettant de démonter la propagande sioniste ont été mis à jour dès 1959. Mais selon le principe qui veut que ce soient les vainqueurs qui écrivent l'histoire, il fallut attendre les travaux des nouveaux historiens israéliens pour que la question du nettoyage ethnique de la Palestine soit popularisée.

**La réalité du sionisme**

Pourtant, les données principales sont exposées dans les travaux de Khalidi : l'absence d'ordre arabe d'évacuation de la population palestinienne, la volonté sioniste du « transfert » inscrite dans le plan Dalet, ou encore la collusion entre la puissance britannique et les organisations sionistes. Cette lecture permet de préciser tel ou tel aspect de cette réalité et se révèle toujours aussi utile pour agir aujourd'hui. Il faut signaler en particulier le premier article, consacré à l'évacuation de Haïfa, ainsi que le long article de réponse de Khalidi aux

critiques que lui adressa Benny Morris. Cette réfutation serrée et rigoureuse des objections sionistes démontre combien les arguments sionistes ont la vie dure, à l'exemple de la légende noire d'Amin Al Hussein, qui vise à délégitimer l'ensemble des revendications palestiniennes<sup>1</sup>. Enfin, alors que les soutiens de la cause palestinienne sont systématiquement accusés de faire preuve de partialité et de passion, Khalidi oppose à Morris un argument convaincant : « Une de ses principales convictions semble être que la relation entre passion et objectivité est forcément antithétique. Mais il n'existe pas de relation de ce genre. Tout ce qui a été écrit contre le nazisme n'est pas décrédibilisé par les plaidoyers passionnés des auteurs, pas plus que ne le sont les écrits occidentaux contre le communisme ».

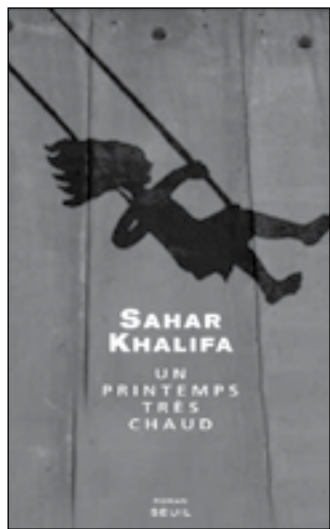
**Henri Clément**

1. Pour une discussion critique de ce terme, se reporter à l'ouvrage de Gilbert Achcar, *Les Arabes et la Shoah*, Sindbad, 2009.
2. Là encore, l'ouvrage de Gilbert Achcar se montre incontournable !

**Roman**

**UN PRINTEMPS TRÈS CHAUD DE SAHAR KHALIFA**

Traduit de l'arabe par Ola Mehanna et Khaled Osman, Seuil, 2008, 314 pages, 20,50 euros



Romancière internationalement reconnue, Sahar Khalifa s'est consacrée à travers ses romans à écrire la chronique des combats du peuple palestinien pour la reconnaissance de ses droits et sa liberté. Un printemps très chaud se déploie dans le contexte de la seconde Intifada, en s'attachant au destin de deux frères palestiniens coincés dans cette étroite bande de terre. Entre Ramallah et Naplouse, ils devront faire le deuil de leurs rêves et l'apprentissage de la violence coloniale. Réflexion politique et artistique, ce superbe roman s'interroge à la fois sur les conditions de la lutte comme sur le rôle de l'art et de la rêverie. Le roman nous introduit au

cœur des événements, s'attache à nous les faire revivre – tels le siège de la Muqata, la résidence de Yasser Arafat, ou encore la mort d'une militante britannique sous les chenilles d'un bulldozer –, pour combattre l'oubli et l'indifférence. Cette préoccupation revient à de nombreuses reprises sous la plume de la romancière, qui n'en oublie pas pour autant les difficultés quotidiennes, les trahisons. Elle accorde également, comme elle l'avait déjà fait dans *L'Impasse de Bab Essaha*, une importance particulière à la condition des femmes. Les critiques s'attachent régulièrement à souligner l'absence de manichéisme dans ses ouvrages, comme

s'il s'agissait d'une surprise ou d'une exception qui mériterait d'être systématiquement approuvée. Comme si le fait de mentionner les traîtres, les lâches et les collabos, toutes ces avanies qui font aussi le quotidien d'un combat pour l'émancipation était particulièrement remarquable. Du côté de la critique, c'est une façon de braquer les projecteurs sur les problèmes internes palestiniens, qui seraient responsables de la situation actuelle, en passant sous silence la réalité de la colonisation israélienne. Sahar Khalifa s'attaque à cette réalité à bras le corps, elle la dénonce sans transiger. Depuis *la Foi des Tournesols* jusqu'à ce dernier roman, elle met toute son énergie de romancière à défendre la cause de la Palestine dans une perspective de transformation sociale.

**Henri Clément**

**librairie**  
la-breche.com

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE**

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
[contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com)

**Horaires d'ouverture :**  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h

**VOYAGE**

**PALESTINE ET PALESTINIENS**  
Guide de voyage, Groupe de tourisme alternatif.



Partenaire de France Palestine Solidarité, ATG, groupe de tourisme alternatif, organise des visites touristiques des

Territoires palestiniens tout en combinant analyses critiques et explications historiques, culturelles et politiques. Son action est fondée sur la conviction que le tourisme peut générer des opportunités économiques pour les communautés locales, des échanges culturels entre les hôtes et les touristes et une sensibilisation plus juste sur la situation politique et historique de la Palestine. ATG édite un guide de voyage très complet, un outil incontournable pour découvrir le patrimoine historique, archéologique, religieux, architectural et culturel palestinien, au passé comme au présent. Plus d'informations : [www.atg.ps](http://www.atg.ps)

**MUSIQUE**

**THE FIRST TEN YEARS, Le Trio Joubran**, World Village, 2013, 5CD + DVD, 36 euros.



Trois frères issus d'une famille qui depuis quatre générations vit à

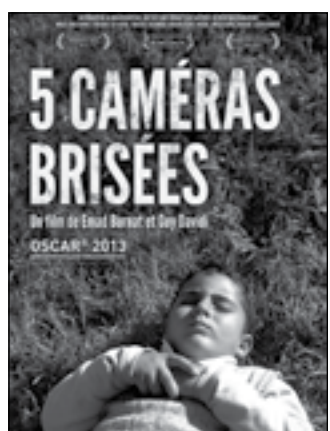
travers le « Oud », l'instrument du Moyen-Orient, le fabrique, le joue, l'aime. Les trois frères Samir, Wissam, et Adnan font de cet instrument un savoir, une passion, une vie... Côté percussions, l'excellent Youssef Hbeisch vient enrichir le trio de rythmes qui épousent la mélodie et se fond dans les notes. Le troisième album CD/DVD, dans sa version live captée lors du concert donné à Ramallah, rend un hommage poignant au poète palestinien Mahmoud Darwich avec lequel le Trio a travaillé pendant plus de douze ans. Le Trio Joubran se produira le 25 mai à Lons-le-Saunier « Scène du Jura », le 6 juin à Paris à l'Institut du monde arabe et tout l'été à travers les festivals.

**Catherine Segala**

**Cinéma**

**5 CAMÉRAS BRISÉES DE EMAD BURNAT ET GUY DAVIDI**

Sortie en salle le 20 février 2013



Ce documentaire est une chronique intime de la vie du village et de la propre famille du cinéaste au long des cinq premières années

de vie de son quatrième fils, Jibril. Réalisé sur une période de cinq ans, ce documentaire relate la lutte des habitants du village palestinien de Bil'in en Cisjordanie, la plupart paysans, spoliés de la moitié de leurs terres par la décision d'implanter et « protéger » la colonie juive de Modi'in illit construite pour 150 000 habitants. Cette lutte non violente, constante, tenace en vue de conserver les terres, seul moyen de subsistance des paysans, est l'objet d'une répression brutale. Les moyens utilisés comportent des armes à feu avec utilisation de balles réelles (il y a plusieurs morts). Les cinq caméras utilisées pour fixer ces événements furent détruites

dans l'action, plusieurs par balles. Cette lutte a rencontré la solidarité de militantEs israélienNES. Le peuple palestinien montre ici une haute conscience de ses droits bafoués par Israël et la « communauté internationale », sa lutte non violente n'en est que plus remarquable.

**Jean-Paul Petit**

**Film programmé jusqu'au mois de juin :**

- La semaine du 8 mai :** Paris, Saint-Denis, Saint-Honoré-les-Bains, Briançon, Valence, Bruz
- La semaine du 15 mai :** Paris, Questembert, Penmarch, Villeneuve d'Ascq, La Mure
- La semaine du 22 mai :** Paris, Lisieux, Saint-Malo
- La semaine du 29 mai :** Ferney-Voltaire, Blois, Montauban, Crécy-en-Ponthieu, La Bruguère, Clermont-Ferrand



**S'abonner à Tout est à nous !**

**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre

**Désignation du compte à débiter**  
CODE ÉTABLISSEMENT : \_\_\_\_\_ CODE GUICHET : \_\_\_\_\_  
N° DE COMPTE : \_\_\_\_\_  
CLÉ RIB : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

**Titulaire du compte**  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Mail : \_\_\_\_\_

**Établissement teneur du compte**  
Banque : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**FRANCE ET DOM-TOM**

**Tarif standard**

Hebdo	<input type="checkbox"/>	6 mois 28 €	<input type="checkbox"/>	1 an 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois 22 €	<input type="checkbox"/>	1 an 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois 50 €	<input type="checkbox"/>	1 an 100 €

**Tarif jeunes/chômeurs/précaires**

Hebdo	<input type="checkbox"/>	6 mois 20 €	<input type="checkbox"/>	1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois 38 €	<input type="checkbox"/>	1 an 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)





Le chiffre

**120 millions d'€**

C'est le coût d'un seul missile M 51, nouvelle génération d'engins de mort, dont l'un vient d'exploser de façon accidentelle au large du Finistère dimanche 5 mai. C'est le temps de la rigueur budgétaire, paraît-il...

COMMUNIQUÉ DU NPA DU PAYS BIGOUDEN

## Nucléaire, non merci en Bretagne, en Europe ou ailleurs

Le NPA du Pays Bigouden appelle à venir protester le lundi 6 mai 2013 à 15h30 près du phare d'Eckmühl contre le tir d'essai du nouveau missile nucléaire M51 qui a eu lieu au large de Penmarc'h le dimanche 5 mai à 9h26. Ce nouveau missile nucléaire peut emporter une puissance 70 à 90 fois supérieure à la bombe A larguée sur Hiroshima le 6 août 1945 par les américains. Ce missile a donc la capacité de faire disparaître plus de 10 millions de personnes dans d'horribles souffrances.

Les 80 missiles M51 prévus seront construits chez nous en Bretagne sur la presqu'île de Crozon pour remplacer les 80 missiles M45 que les forces militaires françaises avaient fini d'installer laborieusement en 2010 sur leurs sous-marins de l'Île Longue (près de Brest).

La France, pays colonial par nature, méprise les populations et les territoires sous sa tutelle. Les Bretons n'ont jamais été

consultés pour l'installation de ces missiles et sous-marins en Bretagne, pas plus que les Polynésiens n'ont été consultés pour subir le saccage radioactif de leur territoire lors des essais nucléaires français. En période de crise capitaliste et d'austérité imposée artificiellement, il y a d'autres choix à faire que de gaspiller l'argent des citoyens dans des armes illégales, très coûteuses et moralement inacceptables.

Le budget des armées françaises qui est de 30 milliards d'euros dont la moitié pour les armes nucléaires stérilise les moyens financiers pour les hôpitaux, la recherche médicale, la santé, les universités, les écoles et les centres de recherche pour le développement durable. C'est pour tout cela que nous invitons tous les citoyens disponibles ce lundi après midi 6 mai à se rassembler à 15h30 symboliquement et pacifiquement au pied du sémaphore militaire de Penmarc'h.

**Lundi 6 mai 2013**

## DANS LA RUE CONTRE le gouvernement et l'austérité



Le 5 mai, le NPA a manifesté pour construire une opposition à Hollande-Ayrault. Parmi les 600 manifestantEs qui ont participé à notre cortège dynamique, étaient présents Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou.

1<sup>ER</sup> MAI DE L'EXTRÊME DROITE

## Deux faces d'une même pièce

**Pile.** « On est chez nous... La France aux Français... Mélenchon au Goulag... Communistes assassins... » À défaut de foule (à peine 3000 personnes), la haine était comme à l'habitude au rendez-vous de la manifestation du Front national. Les journalistes tentant de réaliser des interviews étaient systématiquement pris à partie par le service d'ordre, privé cette année de son chef Axel Loustaud, interpellé le 23 avril à l'occasion d'incidents survenus à la fin de la manifestation des anti « mariage pour tous ». La présence de militants du GUD, de Troisième voix ou du Renouveau français laisse à douter de l'efficacité, et surtout de la volonté de Marine Le Pen de « faire le ménage » dans ses rangs...

« Tenez bon, on arrive, les vieux opposants que nous sommes sont en train de se transformer bientôt en jeunes dirigeants ». Cette

exhortation de la présidente du FN à ses troupes ferait bien d'inquiéter, et surtout de mobiliser, ceux qui, trop nombreux à gauche, ne voient dans le « F-Haine » qu'un parti de droite, tout juste plus radical que les autres.

**Face.** À la mémoire de Brahim Bouarram, jeune Marocain assassiné, jeté dans la Seine le 1<sup>er</sup> mai 95 par des skinheads à l'issue de la manifestation du Front national, avait lieu le traditionnel rassemblement au Pont du Carrousel. Avant celui-ci, une manifestation, appelée par le collectif unitaire Capab (collectif antifasciste Paris-banlieue) et le NPA, a été attaquée un quart d'heure avant qu'elle ne débute par une trentaine de fascistes armés de cutters, de matraques et de bombes d'acide. Trois charges des nazillons n'ont pas réussi à venir à bout de la détermination des manifestants qui ont réussi à les repousser.

Nous dénonçons la bienveillance de la police qui, malgré le fait que cette manifestation ait été déposée en préfecture, a laissé tranquillement l'extrême droite attaquer le rassemblement, n'appelant que tardivement à l'envoi de renforts... qui ne trouvèrent pas mieux que d'encercler les antifascistes. Malgré cette agression, les antifascistes ont manifesté jusqu'au pont du Carrousel aux cris de : « Brahim Bouarram, on n'oublie rien ! Front National, parti des assassins ! Paris Paris, Antifa ! Le FN, c'est la gangrène, on l'élimine, ou on en crève ! »

Plus que jamais, la question de l'autodéfense contre les attaques des fascistes se pose. Plus que jamais, la constitution de structures unitaires contre le FN et les groupuscules fascistes qu'il entraîne doit être mise à l'agenda de notre camp social.

**Alain Pojolat**

ÉCOLE ET ENTREPRISES

## Hollande à l'école du vice

Lors de son discours de clôture des « assises de l'entrepreneuriat » le lundi 29 avril, François Hollande a donné ses nouvelles ambitions pour l'école. Il déclarait prévoir « de la sixième à la terminale, un programme sur l'entrepreneuriat. » Cet enseignement est censé répondre aux problèmes d'orientation des jeunes, à leur méconnaissance du monde de l'entreprise...

Le problème est juste : l'école ignore totalement le monde du travail, à l'exception d'un stage en entreprise en troisième et des filières professionnelles. Il faudrait rendre obligatoire des enseignements sur le droit du travail, l'histoire du mouvement ouvrier et du syndicalisme. Les stages en entreprises devraient tous être rémunérés (à salaire égal). Au lieu de cela, Hollande prétend « qu'il ne peut y avoir d'entreprise sans chef d'entreprise ». Les expériences des coopératives, de la nationalisation, du contrôle ouvrier, des LIP sont donc jetées à la poubelle.

**Nouvelles valeurs de l'école**

On y enseignera donc sans doute qu'il faut mentir, voler et tricher dans l'intérêt du patron.

– Mentir, comme les patrons de

PSA ou de Mittal, pour justifier les fermetures d'entreprises. – Voler, comme le rapportait le syndicat Solidaires Finances publiques le 22 janvier dernier, à propos de la fraude fiscale qui représenterait entre 60 à 80 milliards d'euros.

– Tricher, comme le constatait le ministère du Travail dans un rapport récent<sup>1</sup>. Plus des trois-quarts des chefs d'entreprises inspectés ont commis au moins une infraction à la loi (78% en 2011, 77% en 2010, 73% en 2009, 80% en 2008). On est donc bien loin de ce que les enseignantEs ont envie de transmettre. Voici donc l'autre face de la morale laïque de Peillon : le vice patronal d'Hollande !

**Raphaël Greggan**

1. Rapport de 2011 de l'inspection du travail : <http://travail-emploi.gouv.fr>

**TOUT!** hebdomadaire du Nouveau  
est à nous Parti anticapitaliste

Rédaction : 01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108  
Montreuil Cedex  
Numéro ISSN: 1969-8178  
Commission paritaire:  
0414 P 11508  
Tirage : 6500 exemplaires  
Société éditrice: Nouvelle Société  
de presse, d'audiovisuel et de  
communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros  
(durée 60 ans)

Gérant et directeur  
de publication: Ross Harrold  
Secrétaire de rédaction:  
Manu Bichindaritz  
Rédacteur graphiste:  
Ambre Bragard  
Impression:  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

**“ NO COMMENT ”**  
Quand vous êtes un jardinier, un paysan,  
ça ne pousse pas dans les minutes qui  
suivent, il faut s'y reprendre à plusieurs  
fois parce que la terre a été abimée

JEAN-MARC AYRAULT sur l'antenne de TF1 dimanche 5 mai